



JAB  
1225 Chêne-Bourg  
Postcode 1

Trimestriel - No 13  
Décembre - Dezember  
Dicembre 2006

Tirage/Auflage/Tiratura:  
98'000

**ligue suisse contre la vivisection  
schweizer liga gegen vivisektion  
lega svizzera contro la vivisezione**  
*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

Chemin des Arcs-en-Ciel 3  
Case postale 148  
1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre  
Quota socio CHF 15.-  
CCP 12-2745-6

## Meilleurs Vœux 2007 à nos Membres et Sympathisants !

C'est l'occasion de vous dire un chaleureux merci pour votre fidélité et votre appui constant, aussi bien moral que financier. Grâce à votre générosité nous avons pu concrétiser plusieurs actions durant l'année écoulée et d'autres ont pu être lancées. Ces prochains mois seront riches en événements qui, nous l'espérons, seront bénéfiques à la cause animale.

Belles et bonnes Fêtes de fin d'année à tous.

**Le Comité**

## Tanti calorosi auguri per il 2007 ai nostri Soci e simpatizzanti !

Cogliamo l'occasione per ringraziarvi calorosamente della vostra fedeltà e del vostro costante sostegno, tanto morale che finanziario. Grazie alla vostra generosità abbiamo potuto non solo concretizzare ma anche lanciare un certo numero di azioni durante l'anno trascorso. I prossimi mesi saranno ricchi di eventi che ci auguriamo saranno benefici per la causa animale.

Buone Feste a tutti.

**Il Comitato**

## Alles Gute zum 2007

Wieder einmal möchten wir die Gelegenheit nutzen und Ihnen ganz herzlich für Ihre Treue und Ihre stete moralische und finanzielle Unterstützung danken. Dank Ihrer Grosszügigkeit konnten wir in diesem Jahr verschiedene Aktionen durchführen und weitere lancieren.

Die nächsten Monate werden sehr ereignisreich sein – hoffen wir, dass sie ganz im Sinne der Tiere verlaufen.

Frohe Weihnachten und ein gutes neues Jahr

**Ihr Vorstand**

## La suprastonza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Per il sustegn e la sideivladad muosada duront gl'entir onn. Nus Giavischein ad els bialas siastas ed in bien niev onn plein speranza per ch'ei se fuormi el medem temps e dapertut ina nova cunsziencia collectiva che vegn a liberar il mund dils animals ord la sclaveria.

**Il Comitato**



## Edito

Chers Membres, lectrices et lecteurs,

Suite à l'adoption de la nouvelle loi sur la protection des animaux par le Parlement le 16 décembre passé, un projet de révision de l'actuelle ordonnance sur la protection des animaux a été mis en consultation cet été auprès des milieux concernés.

Le délai pour émettre des commentaires sur ce projet a été fixé au 10 novembre. À la sortie de ce journal, la LSCV de même que les principales associations suisses de protection des animaux, auront déjà transmis un mémoire à l'attention de Mme Doris Leuthard, Conseillère fédérale en charge de ce dossier.

Si les associations de protection des animaux vont naturellement soutenir les nouvelles dispositions favorables aux animaux, les fédérations d'éleveurs et autres lobbys agricoles et scientifiques se sont, quant à elles, déjà engagées depuis plusieurs semaines pour attaquer toutes les dispositions qu'elles estiment contraires à leurs intérêts.

Il nous faut donc également nous manifester en nombre, si nous ne voulons pas que les animaux voient les quelques améliorations qui leurs sont consenties s'évaporer sur l'autel de la rentabilité à tout prix et à n'importe quelle condition.

L'article, publié en page suivante, sur la révision de cette ordonnance vous indique quelques possibilités pour manifester votre soutien aux animaux.

Si vous utilisez le courrier imprimé en dernière page, n'oubliez pas d'y faire mentionner en haut à gauche vos noms et adresses, de le dater et d'y apposer votre signature.

Vous pouvez également le reproduire et le faire signer par chaque personne de votre entourage.

En espérant que vous soyez nombreux à faire part de votre opinion au Conseil fédéral, nous vous souhaitons à toutes et tous d'excellentes fêtes de fin d'année.

Le Comité

Communiqué de presse du 12 juillet 2006  
du Département fédéral de l'économie  
(résumé)



## « Pour que les animaux, du chat au taureau à l'engrais, soient détenus conformément à leurs besoins »

**La loi sur la protection des animaux élaborée il y a vingt-cinq ans par la Suisse, pionnière en la matière, a fait ses preuves. Après plusieurs révisions, la législation sur la protection des animaux a été maintenant entièrement remaniée. L'objectif visé est une meilleure application des normes législatives afin que, dans notre pays, les animaux soient détenus conformément à leurs besoins.**

La Commission du Conseil des Etats avait constaté dès le milieu des années 90 des déficits dans l'application de la protection des animaux et avait réclamé une amélioration de la situation. Les lacunes seront comblées grâce à la nouvelle loi et à la présente ordonnance dont s'ouvre la procédure d'audition.

### Les piliers que la nouvelle législation instaure ou renforce sont les suivants :

Des détenteurs bien formés et informés sont la base d'une détention convenable des animaux. Aussi est-il prévu d'instaurer de nouvelles formations, entre autres pour les personnes qui détiennent, élèvent ou transportent des animaux à titre professionnel.

De nouveaux domaines seront réglementés, comme l'élevage. Dorénavant, seuls pourront être élevés des animaux sans douleurs, maux, dommages et troubles du comportement social de caractère héréditaire.

De nouvelles dispositions concernant les poissons seront applicables aux pêcheurs et aux pisciculteurs. Des études scientifiques ont montré que les poissons sont sensibles aux maux

et ressentent probablement la douleur. Les arpillons par exemple, seront interdits.

### Les prescriptions minimales pour la détention des animaux ont également été renforcées ou fixées, entre autres :

- Les chevaux, les chèvres, les moutons et les vaches mères ne pourront plus être détenus à l'attache après divers délais transitoires.

- Les chiens doivent être éduqués durant leur première année de vie.

- Les animaux sociables doivent être détenus avec des congénères.

- Tous les animaux élevés pour des expériences sur animaux devront être annoncés à l'autorité compétente.

- Les animaux génétiquement modifiés et ceux porteurs d'une mutation délétère devront être observés quant aux maux ou dommages qu'ils subissent, lesquels devront être documentés et annoncés en vue d'une pesée des intérêts ultérieure.

L'Office vétérinaire fédéral a élaboré depuis 2003 la présente révision de l'ordonnance sur la protection des animaux en collaboration avec 25 groupes de travail composés d'experts en agriculture, de défenseurs des animaux et de vétérinaires cantonaux.

La procédure d'audition dure jusqu'au 10 novembre 2006.

La nouvelle loi sur la protection des animaux et l'ordonnance entreront au plus tôt en vigueur au cours du second semestre 2007

Berne, le 12 juillet 2006

### IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale.

Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles.

Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication** : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.

**PAO et maquette** : LSCV **Impression** : Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction** : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl **Adresse** : Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

**T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres** : Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

**Le bureau est ouvert du lundi au vendredi matin.** Permanence en français et italien : tous les matins de 9h00 à 12h00

Permanence en allemand et français : les après-midis du mardi, mercredi et jeudi de 14h00 à 17h00

# Révision complète de l'ordonnance sur la protection des animaux

## Commentaires de la LSCV

**Si le projet d'ordonnance présenté par l'Office vétérinaire fédéral apporte plusieurs dispositions favorables aux animaux, les annexes qui fixent les mesures minimales de détentions admises par espèce animale sont quant à elles décevantes.**

## Les manquements de la nouvelle ordonnance

Aucune amélioration ne viendra soulager la détention des lapins en clapiers et des dérogations aux normes pourtant déjà minimales seront toujours admises.

Les porcs aussi sont oubliés. Un porc d'élevage de 100 kg aura droit à une surface au sol de 0,9 m<sup>2</sup>. Il sera donc autorisé de mettre 10 porcs de cette taille dans un box de trois mètres sur trois !

Quant aux « minipigs », (petits porcs) utilisés pour l'expérimentation animale, leur détention ne sera toujours pas fixée par l'ordonnance ce qui ne peut que satisfaire les laboratoires expérimentaux.

On peut également regretter que l'attache de plusieurs espèces animales n'y sera toujours pas expressément interdite et que des délais transitoires extrêmement longs seront octroyés pour l'application de nouvelles normes (20 ans pour la suppression des dresseuses vaches électriques !).

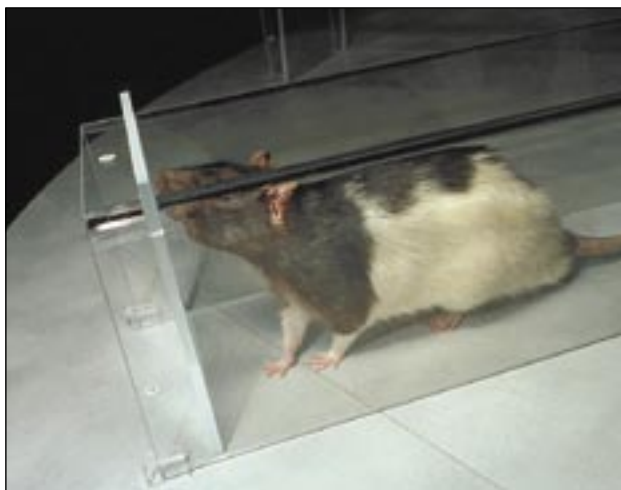
## Les améliorations à défendre

Dans les nouveaux articles favorables aux animaux, l'interdiction de l'attache des chevaux, chèvres et moutons est

une grande satisfaction. D'autres nouvelles dispositions, définissant clairement l'élevage et l'octroi d'autorisations pour la détention des animaux, permettront aux autorités d'intervenir de manière plus rapide et surtout plus contraignante à l'égard de détenteurs d'animaux ou d'éleveurs peu scrupuleux.

## Expérimentation animale : enfin un peu de transparence

Nous le demandions depuis longtemps. L'ordonnance permettra enfin de savoir exactement combien d'animaux sont



Si la nouvelle ordonnance sur la protection des animaux est adoptée sans modification, il sera bientôt possible de savoir réellement ce que subissent les animaux dans les laboratoires en Suisse.

réellement utilisés dans les laboratoires de notre pays. Les élevages devront être annoncés et seront référencés. Cette obligation a d'ores et déjà soulevé une levée de boucliers de la part des milieux scientifiques, inquiets que le public prenne conscience du nombre gigantesque d'animaux vivant dans leurs animaleries.

Les élevages d'animaux transgéniques devront également être annoncés et les mutations entraînant des dommages physiques ou des troubles du comportement devront être déclarées. Une pesée des intérêts mettant en opposition l'intérêt de l'expérience aux dommages subis par les animaux devrait être faite par les autorités. Dans notre journal N° 11 de juin passé, annonçant le lancement de notre initiative cantonale «**Pour le développement de méthodes alternatives et contre les abus de l'expérimentation animale à l'Université de Genève**», nous avons pris l'exemple d'un scientifique genevois qui semblait trouver très amusant d'avoir fabriqué des animaux transgéniques tellement dégénérés, qu'ils mourraient spontanément s'ils étaient soumis au bruit d'un aspirateur.

Si cet article de l'ordonnance survit aux oppositions manifestées par les instituts scientifiques, une partie des animaux utilisés dans les laboratoires devraient enfin être protégés des délires de chercheurs en quête de célébrité au sein de leurs petits microcosmes. Pour finir, l'ordonnance prévoit également l'obligation de soumettre à autorisation toutes les expérimentations animales. Actuellement, la plus grande partie des expériences sur les animaux doivent seulement être annoncées. Peu importe qu'elles soient totalement absurdes ou qu'elle aient déjà été faites des milliers de



## Communiqué de presse du 31 août 2006

### « Pour une véritable protection des animaux »

24 organisations de protection des animaux ont pris position sur la révision de l'ordonnance sur la protection des animaux le 31 août passé au Vatter Business-Center de Berne.

Plusieurs conférences y ont été tenues sur les principaux thèmes abordés par cette révision : la détention des animaux sauvages, l'exploitation des animaux de rentes, les animaux de compagnie, l'expérimentation animale et l'application de la future ordonnance.

**Durant toute la révision, plusieurs groupes de travail se sont constitués, travaillant chacun dans leurs domaines de prédilection. Les 24 organisations participantes sont les suivantes :**

Aktion Kirche und Tiere ; ALTEX ; Animal Life ; Animal Peace Schweiz ; Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin (VETO) ; ATMen ; Fondation Franz Weber ; Kagfreiland ; Ligue suisse contre la vivisection (VETO)<sup>1</sup> ; OceanCare (VETO) ; Pro Tier ; Protection suisse des animaux ; Société Vaudoise pour la Protection des Animaux ; Stiftung für das Tier im Recht ; Stiftung für versuchstierfreie Forschung FFVFF (VETO) ; Tierschutzbund Basel ; Tierschutzbund Innerschweiz ; Tierschutzbund Zürich (VETO) ; Verband Tierschutz – Organisationen Schweiz VETO ; Verein fair Fish ; Verein gegen Tierfabriken ; Vier Pfoten ; Zürcher Tierschutz.

<sup>1</sup> Le VETO est un regroupement d'associations suisses de protection des animaux permettant la mise en œuvre d'actions communes. La LSCV participe au VETO depuis sa création.

fois : les autorités n'ont aucune possibilité de les interdire si les scientifiques décident de tuer les animaux avant leurs utilisations.

Avec cette nouvelle disposition, les scientifiques qui s'obstinaient jusqu'à présent à faire disséquer et re-disséquer des animaux à leurs étudiants jusqu'à ce qu'ils n'éprouvent plus aucune « sensiblerie » pour ceux-ci, devront trouver une autre méthode d'enseignement.

Par exemple, utiliser des modèles alternatifs.

Ou bien quitter l'enseignement, ce qui rendra possible l'engagement de nouveaux professeurs plus sensibles à l'éthique et au respect de la vie.

### Position de la LSCV concernant la nouvelle ordonnance

En tant que protecteur des animaux, nous aurions naturellement voulu que cette nouvelle ordonnance prenne mieux en compte les réels besoins des animaux et qu'ils soient davantage protégés des abus auxquels ils sont depuis trop longtemps livrés, notamment dans les élevages industriels et les laboratoires expérimentaux.

Mais les oppositions des milieux tant scientifiques qu'agricoles sont vives et un des objectifs principaux est de permettre que les réelles améliorations pour les animaux, contenues dans ce projet d'ordonnance, ne soient pas supprimées lors de l'élaboration du texte final par le département fédéral de l'économie.

Plutôt que d'exiger des dispositions plus en accord avec nos revendications mais qui n'ont aujourd'hui aucune chance d'aboutir, nous préférons soutenir de tout notre poids les améliorations concrètes qui ont une chance d'être acceptées par le Conseil fédéral.

### Soutenez une ordonnance qui respecte et protège vraiment les animaux

Si la loi sur la protection des animaux énonce des principes, c'est son ordonnance qui en définit précisément les limites et permet d'intervenir lorsque des abus sont constatés.

Cette nouvelle ordonnance sera en tout cas en vigueur durant ces dix prochaines années et il ne faudrait pas que des dispositions bafouant la dignité des animaux puissent y être énoncées.

Pour ces raisons, nous comptons tous sur vous pour faire entendre votre soutien à une ordonnance qui respecte et protège vraiment les animaux.

### Vous pouvez agir en envoyant dès que possible, mais en tout cas avant la fin de l'année :

Le courrier imprimé en dernière page de ce journal, en écrivant vous-même une lettre ou en utilisant tous les supports mis à votre disposition par d'autres organismes de protection des animaux.

### C'est en nombre que nous pourrions nous faire entendre.

Merci de votre soutien.

Le comité de rédaction

### ► Expérimentation animale en suisse

## Deux Commissions fédérales contre les expériences sur les « grands » primates... Et les autres singes ?

**Mandatée par la Confédération suite aux scandaleuses expériences pratiquées sur des singes par l'EPF de Zürich<sup>1</sup> (journal LSCV n° 9), la commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain (CENH) et la commission fédérale pour les expériences sur les animaux (CFEA) ont présenté en mai passé à Berne leur rapport commun intitulé «Recherches sur les primates<sup>2</sup>: évaluation éthique».**

Celui-ci demande l'interdiction des expériences sur les grands primates et davantage de retenue dans les recherches sur les autres singes, au motif que ces animaux occupent une place particulière à cause de leurs exceptionnelles capacités cognitives et émotionnelles.

primates. Celles-ci doivent être délivrées suite à une expertise interdisciplinaire préalable portant sur les aspects scientifiques et sur l'objectif de la recherche.

Klaus Peter Rippe, président de la CENH, a précisé que «ces recommandations interviennent dans la perspective de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des animaux et qu'il en sera tenu compte dans son application».

### Primates anthropoïdes épargnés

Quant aux expériences sur les grands primates (bonobos, chimpanzés, gorilles et orangs-outans), elles devraient être totalement interdites, étant donné la place à part des singes anthropoïdes au sein de l'espèce. Même si aucune expérience de ce type n'est actuellement menée en Suisse, il convient d'interdire expressément ces pratiques dans la loi, estiment les deux commissions.

La représentante de la protection suisse des animaux et membre de la CFEA, n'a pas

caché son mécontentement : «Cela n'a aucun sens d'interdire la recherche sur les grands singes puisqu'il n'y en a pas en suisse ! Les commissions auraient



Pour cette raison, il est également demandé une plus grande retenue dans l'octroi d'autorisations d'expérimentations animales utilisant des

<sup>1</sup> Les deux commissions se sont penchées sur un projet de recherche utilisant des singes à l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich, qui a déjà coûté plus de 4,5 millions de francs aux contribuables. Durant ces expériences, de jeunes marmousets sont séparés de leur mère afin de les rendre dépressifs et d'examiner sur eux les conséquences neurobiologiques du stress. Selon Regula Vogel, présidente de la CFEA et vétérinaire cantonale du canton de Zürich : «Beaucoup de facteurs sont importants dans la dépression, pas seulement le stress causé par une séparation. La recherche sur la dépression humaine est certes importante, mais l'utilité de l'expérience menée par l'EPFZ est aujourd'hui mise en doute».

<sup>2</sup> En 2005, selon les statistiques fédérales, 408 primates ont été utilisés en suisse pour l'expérimentation animale, à Bâle, Zurich et Fribourg. Deux tiers l'ont été par l'industrie, un tiers par les Hautes Ecoles et les hôpitaux.

pu montrer plus de courage en proposant l'interdiction de l'expérimentation clinique sur tous les singes en cas de trop grandes souffrances».

### «Recherche sur les singes acceptables»... Vraiment ?

La loi sur la protection des animaux accepte les expériences sur les animaux s'il ressort que les intérêts humains prévalent sur la contrainte imposée aux animaux. La grande majorité des deux commissions estime qu'à l'exception des expériences réalisées sur les singes anthropoïdes, celles utilisant des primates sont acceptables moralement, ce qui est une énorme déception pour toutes les associations de protection des animaux qui demandent l'arrêt des «cruautés envers les singes» et ne voient pas en quoi le droit des primates anthropoïdes serait distinct de celui des autres singes.

Le comité de rédaction

#### ► Cosmétiques

## Après Body Shop, l'Oréal rachète SkinEthic

**S'agit-il d'une nouvelle prise de conscience, ou l'Oréal sent-il le vent tourner et cherche-t-il à se donner une image plus «éthique» auprès du public?**

Toujours est-il que quelques jours avant le rachat de Body Shop (journal LSCV N°12), l'Oréal a racheté via sa filiale Episkin, le laboratoire SkinEthic créé en 1992 et devenu depuis un des leaders du marché dans la production et le commerce des épidermes, peaux et épithéliums humains reconstruits.

Ces modèles alternatifs permettent de réaliser des tests in vitro sur la sécurité et l'efficacité de nombreux produits (cosmétiques, pharmaceutiques, chimiques,...), de façon beaucoup plus fiables et moins onéreux que les tests sur animaux encore pratiqués dans les autres laboratoires.

### Tests sur animaux pour les cosmétiques bientôt interdits

Au niveau des cosmétiques, il faut rappeler que les tests sur animaux pour les produits «finis» sont interdits depuis décembre 2004 dans l'Union Européenne<sup>1</sup> et l'utilisation d'animaux pour tester les ingrédients qui les composent sera normalement interdite dès mars 2009.

Les grands groupes de l'industrie cosmétique ont donc intérêt à injecter des fonds pour le développement de méthodes alternatives existantes ou nouvelles, puisque la directive de l'Union Européenne prévoit également l'interdiction des importations de cosmétiques ayant été testés sur des animaux, empêchant ainsi des multinationales comme l'Oréal ou LVMH de sous-traiter ces tests aux Etats-Unis ou au Japon.

### Développements de nouveaux modèles alternatifs

Depuis quelque temps, on constate une réelle évolution dans la reconnaissance des méthodes alternatives à l'expérimentation animale, dans les milieux scientifiques et politiques. L'obligation faite par l'Union Européenne aux fabricants de cosmétique, d'utiliser à l'avenir, exclusivement des modèles alternatifs, démontre qu'ils offrent des informations égales ou supérieures aux tests sur animaux, quant à leur possible toxicité. Il n'y a encore qu'une dizaine d'années, parler de «méthodes alternatives» à l'expérimentation animale provoquait invariablement rire et incrédulité chez de nombreux scientifiques, persuadés que pour réussir à soigner des êtres humains vivants il était nécessaire de découper des animaux morts. Aujourd'hui, les spectaculaires développements des alternatives associées à de puissants outils de modélisation mathématique ont rendu un peu plus humble une partie de la communauté scientifique. Il y a encore dix ans, elle déclarait impossible la mise en culture de tel ou tel type de cellules ou de tissus humains. Aujourd'hui, leur commercialisation et leur utilisation par la plupart des laboratoires démontre que la possibilité de reconstruire demain des organes ou des métabolismes complexes est envisageable. Ce constat ne peut que nous encourager à poursuivre la voie que nous avons choisie il y a maintenant une quinzaine d'années : soutenir et encourager les scientifiques qui travaillent au développement de nouveaux modèles alternatifs, qui rendront demain caduque la pratique de l'expérimentation animale.

L.F.

<sup>1</sup> Textes complets des directives européennes en français et allemand sur Internet aux adresses <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/121191.htm> et <http://europa.eu/scadplus/leg/de/lvb/121191.htm>

#### ► Campagne d'affichage

## « N'ayez pas peur de dire NON à la VIVISECTION »

Après un affichage en novembre et décembre 2005 dans les principales gares de notre pays en caissons lumineux, notre affiche a été placardée dans les rues de toute la Suisse en mai et juin dernier. Nous avons reçu beaucoup de messages de soutien pour notre action et de nombreuses personnes ont ainsi pu être sensibilisées aux souffrances des animaux dans les laboratoires expérimentaux.

**Le texte** «100'000 morts chaque année aux Etats-Unis, autant en Europe : c'est le nombre de victimes dues aux effets secondaires des médicaments prescrits par des médecins.

L'animal n'est pas le modèle biologique de l'homme et la vivisection ne sert qu'à enrichir les firmes pharmaceutiques.

NON à une recherche dépassée, basée sur la souffrance des animaux. OUI à une recherche tournée vers l'avenir qui développe des modèles alternatifs, dont font partie les tests de cultures cellulaires et tissulaires humains. Aidez-nous à soutenir ces alternatives. L'homme est le seul modèle biologique de l'homme !»  
**accompagne notre affiche.**



## Compte-rendu de la LSCV des conférences et débats sur l'expérimentation animale du 7 septembre 2006 à Olten (Soleure)

La conférence fut organisée pour la sixième année consécutive par la Protection suisse des animaux. Sept intervenants provenant de diverses organisations de protection des animaux, de l'Office vétérinaire fédéral, de l'Institut pour l'élevage animal à Berne ainsi que de l'industrie pharmaceutique bâloise, ont pris la parole devant une centaine de personnes et représentants d'associations de protection des animaux provenant de toute la Suisse.

**La zoologue Norma Schenkel, membre de la CFEA<sup>1</sup> et représentante de la PSA, a commencé par rappeler que les animaux d'expérience sont totalement dépendants des personnes qui effectuent des expérimentations animales,**

que la souffrance et la peur sont le lot quotidien de la plupart de ces animaux.

A la question « quelles attentions particulières les animaux ont-ils eues de la part des expérimentateurs ? », la seule réponse qui



Plus de 3'000 chiens ont été utilisés en 2005 dans les laboratoires de notre pays.

soit obtenue dans une publication scientifique prend bien souvent la forme suivante « les souris de la lignée « x » ont été fournies par le laboratoire « y » et maintenues dans un milieu stérile en vue d'expérimenter etc... ».

Par ailleurs, le lieu exact de l'expérience n'est jamais décrit de manière satisfaisante et cet état de fait ne souffre pratiquement aucune exception. Des informations, concernant l'âge des animaux employés, leur sexe, leur nourriture, la taille des cages dans lesquelles ils sont maintenus, le nombre d'animaux par cage, sont absentes dans la plupart des articles scientifiques publiés.

**Claudia Mertens, de la Société zurichoise de protection des animaux, a donné une conférence au sujet des relations de confiance qu'il convient d'instaurer, surtout au niveau émotionnel, entre les expérimentateurs et leurs animaux de laboratoire.**

Cela peut apparaître comme une évidence pour beaucoup de défenseurs des animaux,

mais il a été rappelé pour toutes les personnes présentes (qui ne sont pas toutes d'ardents défenseurs de la condition animale) que les hommes avaient besoin des animaux pour leur bien-être, comme les animaux avaient besoin des hommes pour établir une relation de confiance avec eux.

Le meilleur exemple concernant les relations de confiance entre hommes et animaux de laboratoire est apporté par les primates. Dans des conditions optimales se basant sur des récompenses, les animaux deviennent coopératifs non seulement grâce à ces dernières, mais aussi et surtout grâce à la relation personnelle que l'animal peut avoir avec son animalier. Il est évident que cet état de fait n'est pas seulement bénéfique pour l'animal, mais également pour l'homme, car son cadre de travail, grâce à la collaboration de l'animal, peut s'en trouver grandement amélioré.

**Patrizia Eberli a présenté ses résultats au sujet de la détention et de la manipulation du hamster doré en laboratoire.**

Aujourd'hui, on estime que 150'000 à 500'000 hamsters dorés sont employés à des fins d'expériences. Des recommandations pratiques concernant la manière de travailler avec ces animaux ont été apportées.



Il est impossible de garantir une détention convenable des hamsters dans les animaleries.

**La conférence de Walter Stamm de Hoffmann-la-Roche, peut être considérée comme de la pure propagande émanant de l'industrie pharmaceutique :**

veut-on nous faire croire que les singes javanais qui sont employés comme animaux d'expériences vivent en permanence dans un état idyllique... ??? En effet, nous avons appris que les singes d'une même lignée pouvaient être par exemple appelés Kurt, Karl ou par tout autre prénom commençant par « K » et provenaient de stations reproductrices contrôlées à l'étranger. Il nous a été dit que des contrôles de santé détaillés avant l'importation en Suisse sont effectués, afin que seuls des animaux sains soient introduits. A cette fin, une quarantaine est réalisée durant laquelle les animaux peuvent s'habituer à leur nouvel environnement et se déplacer librement. Elle favorise également le contact direct entre les hommes et les singes, qui permet à chacun de s'habituer à l'autre. Après cette phase et grâce à une alimentation ponctuelle contrôlée, les animaux peuvent être amenés sans difficulté d'un secteur à l'autre dans leur enceinte de confinement. Chaque jour, les singes sont caressés et sont régulièrement habitués à tendre leurs bras à l'animalier afin que des prises de sang sans contraintes puissent être réalisées. Puisque les résultats des expériences dépendent de l'état de santé de l'animal, il est crucial que ces derniers soient non stressés et qu'ils participent aux expériences sans y être forcés. Pour cette raison, beaucoup de temps et de patience sont investis avant que ne soit réalisée une expérience sur les singes javanais.

Malgré ce tableau « idyllique » de la situation des singes participant à des expériences en Suisse, il n'a été à aucun moment fait état du genre d'expériences proprement dites, ni de leur degré de gravité. Il n'a pas non plus été proposé aux personnes présentes de venir constater par elle-même la véracité des faits décrits.

**Lukas Berger, Docteur en Droit et juriste de la PSA, a parlé du rôle et de l'utilité d'avoir un avocat pour les animaux<sup>2</sup>.**

On entend par « avocat pour la protection des animaux » un avocat chargé de suivre la procédure pénale concernant les infractions à la loi sur la protection des animaux, et de défendre les intérêts de l'animal blessé.

Droits de participation dans la procédure pénale :

L'avocat pour la protection des animaux possède les mêmes droits que les personnes lésées dans la procédure

pénale. Les procédures pénales concernant l'infraction à la loi sur la protection des animaux sont aujourd'hui les seules procédures dans lesquelles aucun droit n'est reconnu à la victime de l'acte criminel. Un déséquilibre entre la personne lésée et la personne accusée est alors manifeste. Ce déséquilibre pourrait être réduit par l'établissement d'un avocat officiant pour la protection des animaux. Les droits des accusés et des lésés sont les suivants : droit d'examen des pièces du dossier, droit à la demande de preuve, droit à la participation à différentes études comme p. ex. l'écoute des témoins, droit de tenir un exposé, enfin droit de recours (par exemple contre l'arrêt de la procédure).

En conclusion, si on peut regretter lors de ces conférences et débats la retenue affichée par certaines oratrices, qui sont en d'autres lieux beaucoup plus engagées contre l'expérimentation animale, ces réunions restent d'excellentes occasions de rencontrer des personnes réellement actives dans la protection des animaux et d'échanger de nombreuses informations.

#### Le comité de rédaction

<sup>1</sup> Commission fédérale pour les expériences sur les animaux.

<sup>2</sup> Pour rappel, la PSA a lancé une initiative fédérale visant à instaurer un avocat pour les animaux dans chaque canton. Cette initiative, qui est vivement soutenue par la LSCV, a été publiée dans notre précédent journal en allemand et français. Elle est également téléchargeable depuis notre site Internet « [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch) », rubrique « Actions ».

## Protection des animaux en Inde

**Au Rajasthan, le refuge HIS1 (Help in Suffering) de Jaipur a lancé depuis 2002 une campagne intitulée « Secours aux chameaux »** (en fait essentiellement des dromadaires).

Ces animaux sont principalement utilisés pour le déplacement de matériaux. 6000 d'entre eux sont officiellement recensés à Jaipur, 40'000 dans les environs de la ville, et l'on estime qu'ils sont près d'un million dans cet état du nord de l'Inde.

Soutenues sur place par plusieurs vétérinaires, les actions entreprises dans cette campagne visent principalement à offrir des soins médicaux aux chameaux et à sensibiliser leurs détenteurs sur les mauvais traitements qu'ils leur ont infligés, parfois par méconnaissance, souvent par manque de moyen financier en raison de leur extrême pauvreté. Depuis son lancement, cette campagne a permis de soigner des milliers de chameaux, dont beaucoup avaient de graves



Le vétérinaire de HIS a tranquilisé ce chameau, mais il a fallu 6 hommes pour le hisser dans le camion. Un camion muni d'une plate forme hydraulique éviterait à l'animal bien des souffrances supplémentaires.



Ce chameau à la patte cassée attend d'être secouru par HIS

blessures soit au nez causées par l'insertion de bâtonnets auxquels sont attachées les brides, soit sur le corps en raison de l'utilisation de mauvaises selles.

À la différence des chiens, chats et autres animaux domestiques, les caractéristiques physiques des chameaux n'en font pas des animaux particulièrement charismatiques, susceptibles de s'attirer la sympathie du public. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons choisi de parler du travail effectué par HIS dans ce journal, en espérant que vous soyez nombreux à soutenir leurs actions.

#### Le comité de rédaction

<sup>1</sup> HIS est une filiale du refuge de l'Espoir d'Arthaz (Haute-Savoie) en France, et c'est par son intermédiaire que vous pouvez soutenir son action en adressant vos dons à : Aux amis Suisse du Refuge de l'Espoir, UBS Genève 240-4641 32.29 X

La LSCV entretient depuis toujours d'excellents contacts avec ce refuge, qui suit sur place les actions menées par HIS et garantit la bonne utilisation des dons.

#### À lire ou à offrir pour les fêtes de fin d'année

##### « Jasmin ou le rêve d'un enfant »

« Venue de là-bas, du côté de l'Orient, la famille de Jasmin a choisi de vivre dans un tout petit pays au cœur de l'Europe, où l'on ne connaît pas la guerre.

Un jour, en rêve, Jasmin est conduit par une voix mystérieuse dans une forêt magique où il rencontre un renard. Avec l'habileté oratoire d'un avocat, Maître Renard plaide la cause des animaux et celle des humains les plus démunis ».



Dans ce livre illustré, destiné aussi bien aux adultes qu'aux enfants, l'auteur choisit, à la manière de Jean de la Fontaine d'utiliser les animaux pour parler aux humains.

Texte de Laurence Fracheboud et illustrations de Danielle Marck

Format A4, 96 pages, dont 20 illustrées

Prix : CHF 50.-- port et emballage compris, à commander aux Editions Les Rayons du Soleil CH - 1423 Villars-Burquin

sur Internet : [www.editions-rayonsdusoleil.ch](http://www.editions-rayonsdusoleil.ch).

On le trouve aussi en librairie.

# Seuls des MONSTRES portent encore de la FOURRURE

**Quoi qu'en disent les fourreurs et leurs partisans, fourrure rimera toujours avec torture.**

**Plus personne ne peut prétendre l'ignorer : depuis des années, tous les médias et toutes les organisations de protection des animaux alertent le public de la cruauté engendrée par la production de fourrure.**

«Plutôt nue qu'en fourrure» et «le port de fourrure est une question de conscience» ont été des mots d'ordre internationaux, repris non seulement par les «fanatiques des animaux» mais par de nombreuses personnes choquées, écoeurées des tortures infligées à ces animaux. Cette prise de conscience collective a porté un coup notable au

commerce de la fourrure. Aujourd'hui pourtant nous assistons à un revers de tendance, notamment parmi une clientèle qui, si elle n'est pas en mesure de s'offrir une de ces tristes pelisses pour laquelle des dizaines d'animaux auront été torturés, se doit d'arborez son petit morceau de fourrure sur le moindre anorak ou manteau.

On est contraint de le constater : femmes et hommes ne craignent plus de témoigner ouvertement de leur indifférence à la souffrance des animaux. Nous osons espérer que nos lecteurs ne font pas partie du nombre mais nous tenons à le répéter :

qu'ils soient détenus dans des élevages ou pris dans les trappes des producteurs, les animaux sacrifiés au commerce de la fourrure auront tous souffert au-delà de ce qu'il est possible de dire; ignoblement.

## La production de fourrure sans souffrance n'existe pas

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les industriels de la fourrure, il n'existe pas, il ne peut exister, de détention respectueuse des animaux car cela ne serait économiquement pas rentable.

## Nouvelle campagne d'affichage contre la fourrure de la LSCV

Nous publions ci-contre l'affiche de notre campagne anti-fourrure. Diffusée sur quelques lignes ferroviaires depuis octobre, son affichage dans les rues a également commencé en novembre et va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.

Des autocollants en français, allemand et italien on également été imprimés. Ils peuvent être commandés gratuitement dès à présent au bureau de la Ligue.



Plusieurs Membres de la Ligue nous ont fait part d'une utilisation tout à fait intéressante de nos autocollants : Si votre boîte aux lettres est envahie de catalogues et autres imprimés vantant le port de manteaux ou d'accessoires en fourrure, ces autocollants peuvent servir à habiller ces catalogues lors de leur retour à l'expéditeur !



**LIGUE SUISSE CONTRE LA VIVISECTION et pour les droits de l'animal**

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / Genève  
Info: tél: +41 (0)22 349 73 37 e-mail: admin@lscv.ch web: www.lscv.ch CCP 12-2745-6

Par conséquent, qu'on ne se laisse pas non plus bernier par les labels de soi-disant qualité des fourrures. Ceux-ci ne sont en aucun cas une indication des conditions de vie ni des méthodes de mise à mort des animaux et ne sont rien d'autre qu'une opération marketing des fourreurs. Ces professionnels de la souffrance qu'on accuse de démontrer de vieilles photos d'animaux apeurés dans leurs petites cages aux parterres grillagés sont bien incapables de nous présenter des photos de ces animaux qu'ils prétendent élever selon leurs besoins, tout simplement parce que les prétendues « fermes modèles » n'existent pas.

### Les animaux ne sont pas faits pour vivre en cage...

Les visons par exemple : ces animaux sauvages devraient vivre sur de vastes terrains boisés leur offrant la possibilité de se cacher et creuser des terriers avec des pièces d'eau leur permettant de nager. Quant aux lapins dont les tristes peaux sont à la mode cette saison, eux aussi végètent le temps de leur misérable existence cloisonnés en batterie dans de froides cages grillagées où il leur est à peine laissé de place pour se tourner sur eux-mêmes. Leur fourrure étant un by-product des lapins produits pour la consommation, pensez-y avant d'acheter l'action lapin frais du jour que vous propose votre grande surface...

### Ni pour être piégés

En ce qui concerne la capture des animaux dans les trappes, il n'est pas nécessaire de décrire ici le détail des souffrances endurées. Mais il est du devoir de chacun, même si c'est difficile, de se représenter ne serait-ce qu'une seule fois ce que peut être l'horreur d'une telle fin de vie.

Il est évident que l'équation « fourrure = nature » est une perversion qui ne résiste pas à l'écoeuvante réalité, et que la fourrure est un triste révélateur du niveau de conscience de l'être humain qui la porte.

Comme le disait le regretté Prince Sadruddin Aga Khan : « Seules les demi-mondaines et les écervelées portent encore de la fourrure. » Pour le paraphraser, je dirais qu'il faut être un monstre pour porter encore une fourrure !

S.W.

## Ces grandes bouffes de fin d'année

**Comment se fait-il que Noël ait dégénéré en une telle orgie de consommation ?**

**À en croire les publicités tapageuses des magasins et restaurants, la fête ne peut se concevoir qu'en consommant frénétiquement toutes sortes de chair d'animaux, élevés et tués tout spécialement pour la naissance du sauveur des hommes...**

Pourtant, selon la tradition, Jésus serait né de parents pauvres, dans une écurie, couché sur la paille d'une mangeoire. Sous le sapin, les figurines de nos crèches incluent infailliblement l'âne et le bœuf, les bergers sont accompagnés de leurs brebis et les rois apportent de l'encens et de la myrrhe - pas un animal mort - en signe d'adoration.

Nous avons perverti la fête de la naissance du divin enfant en une immonde bouffe gargantuesque. Tout ce qui marche, vole, ou rampe doit se trouver sur nos tables et ces créatures de Dieu sont élevées tout spécialement pour finir dans nos assiettes déjà quotidiennement bien remplies.

En engloutissant ces bouts de cadavres, personne bien sûr ne veut se représenter les conditions dans lesquelles l'animal a été forcé de vivre avant de crever, à l'exemple des dindes, ou comment et au prix de quelles souffrances on obtient cette délicatesse maudite pour fin bec prétentieux et sans états d'âme qu'est le foie gras.

### Comment ignorer la souffrance d'un animal ?

Pourtant, comme pour la fourrure, personne ne peut prétendre ignorer les souffrances infligées à ces animaux. Les informations sont accessibles à tous.

Impossible de ne pas avoir déjà vu ces canards et ces oies entraînés de subir le gavage, un tube enfoncé profondément dans la gorge et forcés jour après jour d'avaler

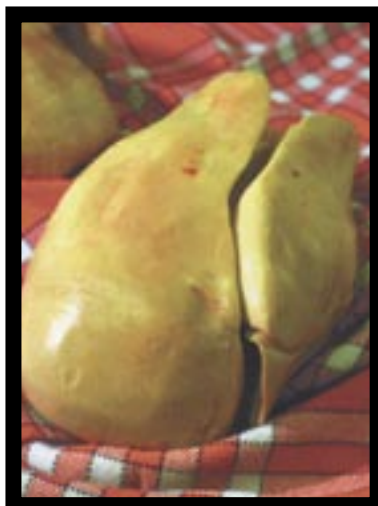
une nourriture spécialement conçue pour engraisser démesurément leur foie. En mangeant ces morceaux blanchâtres, la souffrance d'un animal pèse bien peu. Ce qui compte, c'est le plaisir momentané du consommateur.



Qui se soucie de la non-vie des dindes une fois leur cadavre bien dressé sur la table garnie de Noël ? Pour que ces animaux produisent en peu de temps et au moindre coût le plus de chair possible, on les bourre d'aliments spécialement élaborés à cet effet. Leurs corps et leurs cuisses deviennent si lourds que les os ne supportent que difficilement la masse corporelle exagérée, avec pour conséquence d'intenses douleurs aux articulations. Au terme de leur engraissement, ces pauvres bêtes qui ne peuvent presque plus tenir sur leurs pattes rampent vers leurs mangeoires ou restent étalées sur la litière devenue crasseuse. Leurs blessures sur leur poitrine ne seront plus visibles une fois la volaille mise en vente.

On se rappellerait la vraie signification de Noël en bannissant tout cet excès de consommation en bien et en victuailles. Noël y gagnerait en sérénité, en spiritualité, en paix et en amour pour toutes les créatures de cette terre...

S.W.



## Intervention en faveur de la protection des animaux au Parlement

Pour connaître les élus qui agissent en faveur des animaux, le journal de la LSCV publie dans chaque numéro les interpellations et initiatives parlementaires déposées aux Chambres du Conseil national ou du Conseil des Etats.

### 06.3481 - Interpellation

<b>Déposé par</b>	Marty Kälin Barbara	<b>Parti</b>	Socialiste	<b>Canton</b>	Zürich
<b>Date de dépôt</b>	04.10.2006	<b>Déposé au</b>	Conseil national		
<b>Etat des délibérations</b>	Non encore traité au conseil				

**Titre** Transports internationaux d'animaux de boucherie sur les routes suisses

#### Texte déposé

Le projet de modification de l'OITE prévoit la levée pure et simple de l'interdiction du transit routier des animaux de boucherie, sans que cette mesure ne fasse l'objet du moindre commentaire ni de la moindre justification. Or, ces transports de boeufs, de chevaux, de moutons et de porcs à travers l'Europe durent entre 30 et 50 heures, voire 90 heures dans les cas extrêmes, et s'effectuent parfois sur des milliers de kilomètres parcourus dans des camions à plusieurs étages. Ces transports sont catastrophiques à tous égards.

Le Parlement vient d'inscrire dans la nouvelle loi sur la protection des animaux une disposition prévoyant une durée de transport de 6 heures au maximum à compter du point de chargement. Les transporteurs sont tenus de suivre une formation ou une formation complémentaire à cet effet. Le peuple suisse s'est en outre prononcé lors de plusieurs votations en faveur du transfert du trafic de la route vers le rail.

#### Nous chargeons donc le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

**1.** Comment, avec la nouvelle OITE, en est-il venu à lever l'interdiction actuelle du transit d'animaux de boucherie sur les routes suisses et ce, avant même l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des animaux? Pourquoi, d'ailleurs, ne dit-il pas un mot à ce sujet dans les explications relatives à l'OITE ?

**2.** Le 12 mai 2000, le conseiller fédéral Pascal Couchepin, alors chargé du dossier, avait assuré par écrit à la Protection suisse des animaux PSA que le Conseil fédéral allait s'engager en faveur du maintien de cette interdiction, face à d'éventuelles pressions politiques pendant la procédure de notification et de consultation. Comment la promesse faite alors s'accorde-t-elle avec la levée de l'interdiction telle qu'elle est envisagée aujourd'hui? Comment le Conseil fédéral entend-il tenir son engagement ?

**3.** Comment le Conseil fédéral entend-il contrôler le respect de la loi suisse sur la protection des animaux, lorsque des transports

internationaux d'animaux s'effectueront sur nos routes? Faut-il plutôt en conclure que les chauffeurs étrangers seront soumis à d'autres règles que leurs homologues suisses ?

**4.** Comment le Conseil fédéral entend-il empêcher que le transport d'animaux de boucherie provenant des usines d'élevage européennes et entassés dans des camions à trois ou quatre étages n'introduise en Suisse des épizooties et des zoonoses hautement contagieuses, mettant ainsi en danger la population et le cheptel indigènes ?

**5.** Pour quels motifs a-t-il biffé toutes les autres prescriptions de l'OITE relatives à la protection des animaux (surfaces minimales, formation des transporteurs, etc.) ?

**6.** A combien de camions supplémentaires faut-il s'attendre en raison de la modification de l'OITE? Comment, par ailleurs, le Conseil fédéral entend-il concilier cet accroissement des transports routiers avec les objectifs du transfert de la route vers le rail ?

<b>Compétence</b>	Département de l'économie (DFE)
<b>Cosignataires</b>	Aeschbacher Ruedi • Bigger Elmar • Binder Max • Brunner Toni Daguet André • Darbellay Christophe • Donzé Walter Dormond Béguelin Marlyse • Fässler-Osterwalder Hildegard Fehr Hans-Jürg • Genner Ruth • Graf Maya • Günter Paul Gysin Remo • Hämmerle Andrea • Hofmann Urs Hubmann Vreni • Keller Robert • Kunz Josef Leutenegger Oberholzer Susanne • Marti Werner Maury Pasquier Liliane • Müller-Hemmi Vreni Rechsteiner Rudolf • Rennwald Jean-Claude • Rey Jean-Noël Roth-Bernasconi Maria • Salvi Pierre • Schenker Silvia Scherer Marcel • Siegrist Ulrich • Stamm Luzi • Vermot-Mangold Ruth-Gaby • Walter Hansjörg • Weyeneth Hermann Widmer Hans

**06.3537 - Interpellation**

<b>Déposé par</b>	Hess Bernhard	<b>Parti</b>	Démocrates suisses	<b>Canton</b>	Berne
<b>Date de dépôt</b>	05.10.2006	<b>Déposé au</b>	Conseil national		
<b>Etat des délibérations</b>		Non encore traité au conseil			

**Titre** Protestation contre les transports d'animaux

**Texte déposé**

Jusqu'à présent, les transports d'animaux d'abattage à travers la Suisse étaient interdits. En rapport avec les accords bilatéraux, la Suisse est toutefois sous la pression de l'Union européenne (UE), qui souhaite la levée de cette interdiction qu'elle considère comme un obstacle déguisé au commerce. L'Office vétérinaire fédéral a déjà annoncé vouloir supprimer l'interdiction actuelle des transports internationaux d'animaux d'abattage dès janvier 2007, ce qui a entraîné une levée de bouclier chez les protecteurs des animaux, les patriotes et les agriculteurs suisses.

**Je prie donc le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:**

**1.** Pourquoi l'interdiction des transports d'animaux a-t-elle déjà été abrogée dans la nouvelle ordonnance sur l'importation, le transit et l'exportation d'animaux et de produits animaux (OITE) ?

**2.** En biffant cette interdiction dans la nouvelle ordonnance, la Suisse n'a-t-elle pas d'ores et déjà abandonné un de ses atouts avant que cette question n'ait été négociée avec l'UE ?

**3.** Le conseiller fédéral Couchepin qui était alors compétent en la matière, n'a-t-il pas manqué à sa parole, lui qui, il y a six ans, lors de la votation populaire sur l'accord sur le transit avec l'UE avait promis par écrit à la Protection suisse des animaux (PSA) qu'il n'était pas question de lever l'interdiction de transporter des animaux d'abattage ?

**4.** La Suisse entend-elle s'engager activement à Bruxelles en vue du maintien de l'interdiction des transports internationaux d'animaux et quelles sont ses chances de se faire entendre ?

**5.** Le gouvernement suisse a-t-il l'intention d'aborder dorénavant, dans les négociations commerciales avec l'UE, les questions touchant à la protection des animaux, de l'environnement et de la santé des consommateurs ?

**6.** La Suisse devrait-elle convaincre l'UE d'interdire les transports d'animaux d'abattage sur de longues distances ?

<b>Compétence</b>	Département de l'économie (DFE)
-------------------	---------------------------------

**Fonctionnement de notre Parlement**

Pour les personnes qui ne connaissent pas le fonctionnement de nos institutions, en voici une brève explication :

**Les conseils**

L'Assemblée fédérale suisse constitue ce qu'il est convenu d'appeler un parlement de milice. Les députés sont tenus de siéger quatre fois par an pendant les trois semaines que dure chaque session ordinaire de l'Assemblée fédérale (auxquelles s'ajoutent, le cas échéant, les sessions extraordinaires et les sessions spéciales), de participer dans l'intervalle à nombre de séances de commissions, de groupes parlementaires ou de groupes de travail, et enfin de se consacrer à la nécessaire préparation des dossiers.

**Le Conseil national**

Représentant le peuple, le Conseil national compte 200 sièges. Chaque canton constitue une circonscription électorale qui élit au moins un député, même si sa population est inférieure à la moyenne nationale d'habitants pour un siège, qui est actuellement de 36'000 habitants. Les conseillers nationaux sont élus au scrutin proportionnel.

**Le Conseil des États**

Représentant les cantons, le Conseil des États compte 46 sièges répartis à

raison de 2 sièges pour chacun des 20 cantons et d'un siège pour chacun des demi-cantons (Obwald, Nidwald, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell Rhodes-Extérieures et Appenzell Rhodes-Intérieures). Ainsi Zurich, qui compte 1 million d'habitants, élit deux conseillers aux États, tout comme Uri qui a moins de 36'000 habitants.

**L'Assemblée fédérale**

(Chambres réunies)

Assemblée constituée des deux conseils convoqués par la conférence de coordination siégeant sous la présidence du président du Conseil national. L'Assemblée fédérale (Chambres réunies) :

- procède à certaines élections, notamment celles du Conseil fédéral et des juges fédéraux
- arbitre les conflits de compétence entre les instances fédérales supérieures
- se prononce sur les recours en grâce.

Les conseils siègent également en Chambres réunies à l'occasion d'événements particuliers, notamment lors des déclarations du Conseil fédéral.



## Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Leserinnen und Leser

Am 16. Dezember letzten Jahres verabschiedete das Parlament das neue Tierschutzgesetz. Diesen Sommer wurde der Entwurf der neuen Tierschutzverordnung bei den betroffenen Kreisen in die Vernehmlassung geschickt.

Bis am 10. November konnte der Entwurf kommentiert werden. Bei Erscheinen dieser Zeitung werden die SLGV sowie die wichtigsten Schweizer Tierschutzverbände bei Bundesrätin Doris Leuthart einen Bericht zum Dossier eingereicht haben.

Die Tierschutzverbände werden die neuen Verfügungen zum Wohle der Tiere natürlich unterstützen. Die Tierzüchter und andere landwirtschaftliche sowie wissenschaftliche Lobbys hingegen sind der Ansicht, die neuen Bestimmungen würden ihren Interessen entgegenlaufen. In der Folge bekämpfen sie diese seit Wochen vehement.

Wenn wir möchten, dass die wenigen Verbesserungen zum Wohle der Tiere in der neuen Verordnung nicht einer Rentabilität um jeden Preis und unter allen Bedingungen geopfert werden, müssen wir uns ebenfalls zahlreich für unsere Anliegen einsetzen.

Der auf der nächsten Seite veröffentlichte Artikel zur Revision dieser Verordnung zeigt Ihnen einige Möglichkeiten auf, wie Sie sich für die Sache der Tiere einsetzen können.

Wenn Sie den Brief auf der letzten Seite abschicken möchten, vergessen Sie nicht, oben links Namen, Adresse und Datum anzugeben und zu unterschreiben. Sie können den Brief auch kopieren und Ihren Freunden und Bekannten zum Unterschreiben geben.

Wir hoffen, dass sich viele von Ihnen an den Bundesrat wenden, und wünschen Ihnen allen frohe Festtage.

Der Vorstand

Pressemitteilung vom 12. Juli 2006  
des Eidgenössischen  
Volkswirtschaftsdepartementes  
(Zusammenfassung)



## „Tiergerechte Haltung vom Stubenkater bis zum Mastmuni“

**Das vor 25 Jahren erlassene Tierschutzgesetz, das eine Pionierleistung der Schweiz darstellt, hat sich im Grundsatz bewährt. Nach mehreren Revisionen wurde die Gesetzgebung nun komplett überarbeitet. Ziel ist eine bessere Umsetzung, damit vom Stubenkater bis zum Mastmuni möglichst alle Tiere in der Schweiz ihrer Art gemäss gehalten werden.**

Bereits Mitte der Neunzigerjahre stellte die Geschäftsprüfungscommission des Ständerates Vollzugsdefizite im Tierschutz fest und forderte Verbesserungen. Dank dem neuen Tierschutzgesetz und der sich in Anhörung befindenden Verordnung sollen die noch bestehenden Defizite behoben werden.

### Die neue Verordnung beruht auf folgenden Pfeilern:

Gut ausgebildete und informierte Tierhalter stellen die Basis für eine tiergerechte Haltung dar. Dies erfordert weitere obligatorische Ausbildungen insbesondere für Personen, die Tiere gewerbsmässig halten, züchten oder transportieren. Neue Bereiche wie die Zucht müssen geregelt werden. Künftig dürfen nur noch Tiere ohne erblich bedingte Schmerzen, Leiden, Schäden und Störungen im Sozialverhalten gezüchtet werden. Neu sind auch die Bestimmungen, die für Fischer und Fischzüchter gelten. Wissenschaftliche Studien haben gezeigt, dass Fische leidensfähig sind und möglicherweise Schmerzen

empfinden. Widerhaken sind deshalb künftig verboten.

### Festgelegt oder verstärkt wurden auch die Mindestanforderungen zur Haltung von Tieren:

- Nach dem Ablauf von Übergangsfristen dürfen Pferde, Ziegen und Schafe sowie Mutter- und Ammenkühe nicht mehr angebunden gehalten werden.
- Hunde müssen im ersten Lebensjahr ausgebildet werden.
- Soziallebende Heim- und Versuchstiere müssen grundsätzlich zusammen mit Artgenossen gehalten werden.
- Alle für Tierversuche gezüchteten Tiere müssen der zuständigen Behörde gemeldet werden.
- Bei gentechnisch veränderten Tieren und Defektmutanten müssen nach deren Produktion allfällige Leiden und Schäden dokumentiert und für eine nachträgliche Güterabwägung gemeldet werden.

In Zusammenarbeit mit 25 Arbeitsgruppen, denen Experten der Landwirtschaft, Tierschützer und kantonale Tierärzte angehören, hat das Bundesamt für Veterinärwesen seit 2003 die Revision der Tierschutzverordnung erarbeitet.

Die Vernehmlassung dauert noch bis am 10. November 2006. Das neue Tierschutzgesetz und die entsprechende Verordnung treten frühestens in der zweiten Hälfte des nächsten Jahres in Kraft.

Bern, 12. Juli 2006

### IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen.

Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

**Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm2 **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE

**T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.- PSchKto 12-2745-6**

**Das Büro ist von Montag bis Freitagmorgen geöffnet.**

Bereitschaftsdienst Französisch und Italienisch: Montag-Freitag 9.00 – 12.00 Uhr

Bereitschaftsdienst Deutsch: Dienstag, Mittwoch und Donnerstag 14.00 – 17.00 Uhr

# Totalrevision der Tierschutzverordnung

## Kommentar der SLGV

**Der vom Bundesamt für Veterinärwesen vorgestellte Verordnungsentwurf bringt wohl einige Verbesserungen zugunsten der Tiere. Die Anhänge, mit denen die Mindestanforderungen zur Tierhaltung geregelt werden, stellen jedoch eine herbe Enttäuschung dar.**

## Mängel der neuen Verordnung

Die neue Verordnung weist verschiedene Mängel auf. Sogibt es keinerlei Verbesserungen in Bezug auf die Haltung von Kaninchen in Käfigen. Wie bis anhin sind Abweichungen von den Minimalanforderungen erlaubt.

Auch die Schweine wurden vergessen. Ein 100 kg schweres Zuchtschwein hat Anspruch auf eine Bodenfläche von 0,9 m<sup>2</sup>. Zehn solche Schweine können somit in einer Box von drei auf drei Metern untergebracht werden.

Nicht geregelt wird die Haltung von Minipigs (kleine Schweine), die bei Tierversuchen eingesetzt werden. Dies ist ganz im Sinne der Versuchslabors.

Auch das Anbinden verschiedener Tierarten wird leider nicht ausdrücklich verboten. Für die Anwendung der neuen Normen gelten sehr lange Übergangsfristen (20 Jahre beim Anbinden von Rindern mit einem elektrischen Joch).

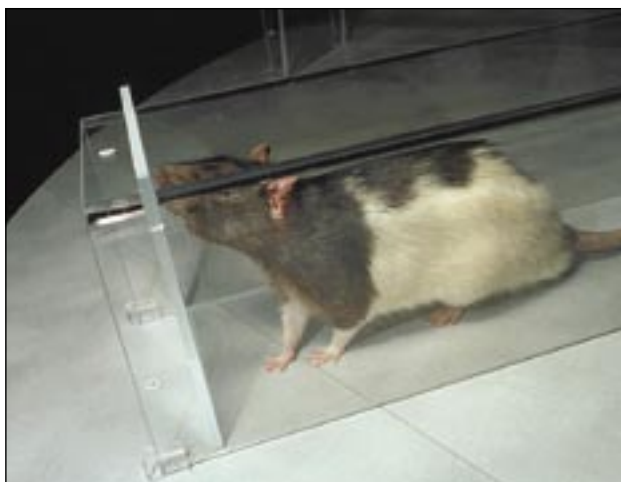
## Entscheidende Verbesserungen

Das Anbindverbot für Pferde, Ziegen und Schafe stellt eine grosse Genugtuung dar. Weitere neue Verfügungen, welche die Zucht und das Erteilen von Bewilligungen zur Tierhaltung klar regeln,

werden es den Behörden erlauben, künftig rascher einzugreifen und härter gegen skrupellose Tierhalter oder Tierzüchter vorzugehen.

## Tierversuche – endlich mehr Transparenz

Mit der neuen Tierschutzverordnung wird endlich einer Forderung nachgekommen, die wir schon vor langem gestellt haben. Künftig wird genau feststehen, wie viele Tiere in den Labors unseres Landes eingesetzt werden. Züchtungen müssen offen gelegt und genau



Wenn die neue Tierschutzverordnung unverändert angenommen wird, wird künftig genau bekannt sein, was die Tiere in den Labors erleiden müssen.

registriert werden. Diese Forderung hat bei den Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern bereits einen Sturm der Entrüstung ausgelöst. Sie machen sich Sorgen darüber, dass die Öffentlichkeit merkt, welche riesige Zahl von Tieren in den Versuchstierhaltungen dahinvegetiert. Bei gentechnisch veränderten Tieren und Defektmutanten müssen nach deren Produktion allfällige Leiden und Schäden dokumentiert werden. In der Folge stellen die Behörden eine Güterabwägung zwischen dem Interesse am Versuch und den von den Tieren erlittenen Schäden an. In der Juniausgabe Nr. 11 unserer Zeitung, in der wir die Lancierung unserer kantonalen Initiative „Für die Entwicklung von Alternativmethoden und gegen Missbräuche im Rahmen von Tierversuchen an der Universität Genf“ ankündigten, berichteten wir von einem Genfer Wissenschaftler, dem das Züchten degenerierter Tiere Spass macht. Seine gentechnisch veränderten Tiere sterben, wenn sie das Geräusch eines Staubsaugers vernehmen. Zum Glück hat dieser Artikel der Verordnung dem massiven Widerstand der wissenschaftlichen Institute standgehalten. Künftig wird wenigstens ein Teil der in Labors verwendeten Tiere vom Delirium solcher Wissenschaftler verschont bleiben, die in ihrem Mikrokosmos Berühmtheit erlangen möchten.

Mit der neuen Verordnung müssen sämtliche Tierversuche gemeldet werden. Derzeit genügt in den meisten Fällen eine blosser Ankündigung. Selbst wenn die Versuche völlig absurd sind oder bereits tausendfach durchgeführt wurden, verfügen die Behörden über keinerlei Möglichkeiten, diese zu verbieten, wenn die Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler die Tiere vor ihrer Verwendung töten.



## Pressemitteilung vom 31. August 2006

### „Für einen wirklichen Tierschutz“

An einer Medienkonferenz, die am 31. August im Vatter Business-Center in Bern stattfand, nahmen 24 Tierschutzorganisationen zur revidierten Tierschutzverordnung Stellung. Im Rahmen verschiedener Vorträge wurden die wichtigsten Themen dieser Revision wie die Haltung von Wild-, Nutz- und Haustieren, Tierversuche sowie die Anwendung der künftigen Verordnung behandelt.

**Während der Revision wurden verschiedene Arbeitsgruppen gebildet, die sich mit ihren bevorzugten Bereichen befassen. An der Konferenz nahmen folgende Organisationen teil:**

Aktion Kirche und Tiere, ALTEX, Animal Life, Animal Peace Schweiz, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin (VETO), ATMen, Franz Weber Stiftung, Kagfreiland, Schweizer Liga gegen Vivisektion (VETO)<sup>1</sup>, OceanCare (VETO), Pro Tier, Schweizer Tierschutz, Société Vaudoise pour la Protection des Animaux, Stiftung für das Tier im Recht, Stiftung für versuchstierfreie Forschung FFFV (VETO), Tierschutzbund Basel, Tierschutzbund Innerschweiz, Tierschutzbund Zürich (VETO), Verband Tierschutz – Organisationen Schweiz VETO, Verein fair Fish, Verein gegen Tierfabriken, Vier Pfoten und Zürcher Tierschutz.

<sup>1</sup>VETO ist ein Dachverband von Schweizer Tierschutzorganisationen zur Durchführung gemeinsamer Aktionen. Die SLGV ist seit der Gründung Mitglied von VETO.

Bis anhin konnten die Studierenden genötigt werden, Tiere so lange zu sezieren, bis sie keinerlei „Sensibilitäten“ den Vierbeinern gegenüber mehr entwickelten. Künftig werden solch skrupellose Professorinnen und Professoren andere Unterrichtsmethoden einsetzen und beispielsweise Alternativmethoden verwenden oder den Hochschulunterricht aufgeben müssen. Dies würde anderen Professorinnen und Professoren den Weg ebnen, denen Ethik und Respekt vor dem Leben mehr am Herzen liegt.

## Stellungnahme der SLGV zur neuen Verordnung

Als Tierschutzverband hätten wir natürlich gewünscht, dass in der neuen Verordnung die wirklichen Bedürfnisse der Tiere stärker berücksichtigt und diese besser gegen Missbräuche geschützt werden, unter denen sie insbesondere in den industriellen Zuchtbetrieben und den Versuchslabors allzu lange zu leiden hatten.

Die wissenschaftlichen und bäuerlichen Kreise leisten jedoch heftigen Widerstand. Zu unseren Hauptanliegen gehört es deshalb, dass die in der Verordnung enthaltenen tatsächlichen Verbesserungen für die Tiere bei der Erarbeitung des Schlusstextes durch das eidgenössische Volks wirtschaftsdepartement nicht gestrichen werden. Statt Forderungen zu stellen, mit denen wir nicht durchkommen, ziehen wir es somit vor, uns für die konkreten Verbesserungen einzusetzen, die vom Bundesrat auch wirklich angenommen werden könnten.

## Unterstützung einer Verordnung, welche die Tiere wirklich respektiert und schützt

Während im Tierschutzgesetz allgemeine Prinzipien formuliert werden, legt die Verordnung klare Grenzen fest und ermöglicht das Einschreiten bei festgestellten Missbräuchen. Die neue Verordnung wird mindestens zehn Jahre in Kraft sein. Wir müssen uns deshalb dafür einsetzen, dass keine Verfügungen erlassen werden, welche die Würde der Tiere untergraben.

Aus diesen Gründen zählen wir auf Sie. Es ist wichtig, dass Sie sich für eine Verordnung einsetzen, mit der die Tiere wirklich respektiert und geschützt werden.

### Rasches Handeln ist gefragt

Setzen Sie sich für eine angemessene Verordnung ein und schicken Sie das Schreiben auf der letzten Seite dieser Zeitung ab, schreiben Sie selber einen Brief oder verwenden Sie Material anderer Tierschutzverbände.

**Je mehr wir sind, desto eher werden wir gehört.**

**Herzlichen Dank für Ihre Unterstützung**

Der Redaktionsvorstand

► Tierversuche in der Schweiz

# Keine Tierversuche an grossen Menschenaffen – und die anderen?

**Nach den skandalösen Tierversuchen der ETH Zürich an Primaten<sup>1</sup> (Zeitung SLGV Nr. 9) beauftragte der Bund die Eidgenössische Ethikkommission für die Biotechnologie im Ausserhumanbereich (EKAH) sowie die Eidgenössische Kommission für Tierversuche (EKTV) mit einer Untersuchung. Im Mai stellten die beiden Kommissionen in Bern ihren gemeinsamen Bericht mit dem Titel «Forschung an Primaten<sup>2</sup> – eine ethische Bewertung» vor.**

In diesem Bericht wird ein Verbot von Tierversuchen an grossen Menschenaffen sowie eine grössere Zurückhaltung im Rahmen der Forschung an anderen Affen gefordert. Aufgrund ihrer aussergewöhnlichen kognitiven und emotionalen Fähigkeiten nehmen diese Tiere

sind zudem zwingend interdisziplinär auf ihre Wissenschaftlichkeit und im Hinblick auf ihr Forschungsziel zu begutachten.

Gemäss Klaus Peter Rippe, Präsident der EKAH, erfolgen „diese Empfehlungen in Hinsicht auf das Inkrafttreten des neuen Tierschutzgesetzes, bei dessen Anwendung sie berücksichtigt werden sollten.“

## Menschenaffen verschont

Da die grossen Menschenaffen (Bonobos, Schimpansen, Gorillas und Orang-Utans) innerhalb der Gruppe der Primaten eine Sonderstellung einnehmen, sind belastende Versuche an diesen Tieren grundsätzlich unzulässig. Auch wenn in der Schweiz heute keine Versuche an Menschenaffen durchgeführt werden, sollten diese nach Ansicht der beiden Kommissionen ausdrücklich verboten werden.

Die Vertreterin des Schweizer Tierschutzes, Mitglied der EKTV, macht ihrem Unmut Luft: «Versuche an grossen Affen zu verbieten, macht überhaupt

keinen Sinn, da es sie in der Schweiz gar nicht gibt. Die Kommissionen hätten mehr Mut beweisen und sich für ein Verbot der mit zu grossen Leiden verbundenen



eine Sonderstellung ein. Die beiden Kommissionen empfehlen deshalb, Versuche mit Primaten nur mit grösster Zurückhaltung zuzulassen. Die Gesuche

<sup>1</sup> Die beiden Kommissionen befassten sich mit Versuchen, welche die ETH Zürich im Rahmen der Erforschung von Depressionen an Affen durchführte. Diese kamen die Steuerzahler bereits auf 4,5 Millionen Franken zu stehen. Bei den Versuchen wurden junge Affen von ihren Müttern getrennt, um sie depressiv zu machen und an ihnen die neurobiologischen Auswirkungen von Stress zu untersuchen. Gemäss Regula Vogel, Präsidentin der EKTV und kantonale Tierärztin des Kantons Zürich, meint: „Bei Depressionen spielen viele Faktoren eine Rolle, nicht nur durch eine Trennung verursachter Stress. Die Erforschung der menschlichen Depressionen ist sicher wichtig, aber der Nutzen solcher Versuche der ETH wird heute in Frage gestellt.“

<sup>2</sup> Gemäss den Bundesstatistiken wurden im Jahr 2005 in der Schweiz an 408 Primaten Tierversuche durchgeführt. Zwei Drittel dieser Versuche, die in Basel, Zürich und Freiburg stattfanden, gingen auf die Industrie, ein Drittel auf Hochschulen und Spitäler zurück.

*klinischen Versuche an allen Affen aussprechen können.»*

## Ist Forschung an Affen wirklich moralisch zulässig?

Das geltende Tierschutzgesetz lässt Versuche an Tieren zu, falls eine Güterabwägung zwischen der Belastung der Tiere und den menschlichen Interessen am Versuch zugunsten der menschlichen Interessen ausfällt. Die grosse Mehrheit beider Kommissionen geht davon aus, dass – mit Ausnahme der Versuche an Menschenaffen – Versuche an Primaten moralisch zulässig sind. Dies stellt eine herbe Enttäuschung für alle Tierschutzverbände dar, welche die Einstellung solcher «Grausamkeiten gegen die Affen» fordern und nicht einsehen, warum die Menschenaffen über mehr Rechte als die übrigen Affen verfügen sollten.

Der Redaktionsvorstand

► Kosmetik

## Nebst dem Body Shop auch SkinEthic

**Findet l'Oréal zu einem neuen Bewusstsein oder spürt die Firma, wie der Wind dreht, und möchte sich angesichts einer «ethischer» denkenden Öffentlichkeit ein neues Image verpassen?**

Einige Tage vor dem Aufkauf des Body Shops (Zeitung SLGV Nr.12) kaufte l'Oréal über seine Filiale Episkin auch das im Jahr 1992 gegründete Labor SkinEthic auf. Dieses nimmt eine führende Marktposition in der Herstellung und dem Vertrieb von nachgebildeter menschlicher Epidermis, Haut und Epithel (Drüsen Gewebe) ein.

Die Alternativmodelle ermöglichen es, in-vitro-Tests zur Sicherheit und Effizienz zahlreicher Produkte (kosmetischer, pharmazeutischer und chemischer Art) vorzunehmen. Diese sind viel zuverlässiger und weniger

kostspielig als die in anderen Labors durchgeführten Tierversuche.

### Tierversuche für Kosmetika bald verboten

In Bezug auf Kosmetika ist zu erwähnen, dass seit Dezember 2004 Tierversuche für «Endprodukte» in der Europäischen Union<sup>1</sup> verboten sind. Tierversuche zum Testen von Inhaltsstoffen werden ab März 2009 generell verboten. Grosse Konzerne der Kosmetikindustrie haben deshalb ein Interesse daran, die Entwicklung bereits bestehender oder neuer Alternativmethoden finanziell zu unterstützen. Die Richtlinie der Europäischen Union sieht auch ein Verbot des Imports von Kosmetika vor, die an Tieren getestet wurden. Multis wie l'Oréal oder LVMH werden somit nicht mehr die Möglichkeit haben, diese Tests von Zulieferern in den Vereinigten Staaten oder in Japan durchführen zu lassen.

### Entwicklung neuer Alternativmodelle

Seit einiger Zeit werden Alternativen zu Tierversuchen von Wissenschaftlern und Politikern zunehmend anerkannt. Die Tatsache, dass die Europäische Union die Kosmetikerhersteller verpflichtet, künftig ausschliesslich Alternativmethoden einzusetzen, beweist, dass diese in Bezug auf eine mögliche Toxizität gleich gute oder gar bessere Informationen liefern.

Noch vor zehn Jahren hatten die Wissenschaftler für Alternativmethoden zu Tierversuchen nur ein müdes Lächeln übrig. Sie waren der festen Überzeugung, Medikamente für Menschen könnten nur über das Sezieren toter Tiere entwickelt werden.

In Anbetracht der spektakulären Entwicklungen der Alternativmethoden in Verbindung mit wirksamen Instrumenten zur mathematischen Modellbildung haben die gleichen Wissenschaftler etwas von ihrer Arroganz eingebüsst. Noch vor zehn Jahren erklärten sie mit Bestimmtheit, von diesen und jenen Zellen oder menschlichen Geweben könnten keine Kulturen angelegt werden. Nun lässt sich aus deren Vertrieb und Verwendung durch zahlreiche Labors schliessen, dass künftig auch komplexe Organe oder Stoffwechsel nachgebildet werden könnten. Solche Feststellungen können nur ermutigen, den Weg weiter zu gehen, den wir vor fünfzehn Jahren eingeschlagen haben. Wie bis anhin werden wir diejenigen Wissenschaftler unterstützen und fördern, die an der Entwicklung neuer Alternativmodelle arbeiten, welche einst die Tierversuche ersetzen werden.

L.F.

### ► Plakatkampagne

## «Keine Angst vor einem NEIN zur Vivisektion»

**Im November und Dezember 2005 hängten wir unsere Plakate in den Leuchtkästen der wichtigsten Schweizer Bahnhöfe auf (siehe Zeitung Nr. 8). Im Mai und Juni dieses Jahres führten wir die Kampagne auch ausserhalb der Bahnhöfe in der ganzen Schweiz weiter. Das Echo war sehr erfreulich. Die Aktion ermöglichte es uns, zahlreiche Personen auf die Leiden der Tiere in den Versuchslabors aufmerksam zu machen.**

**Der Text** «Jährlich 100'000 tote Tiere in den Vereinigten Staaten und ebenso viele in Europa. All diese Opfer sind das Ergebnis der Nebenwirkungen von Medikamenten, die von Ärzten verschrieben werden. Tiere sind keine biologischen Modelle des Menschen und die Vivisektion dient nur der Bereicherung von Pharmakonzernen.

NEIN zu einer überholten Forschung, die auf dem Leiden von Tieren beruht. JA zu einer zukunftsorientierten Forschung, die sich auf Alternativmethoden wie Tests mit menschlichen Zellkulturen und Geweben stützt.

Unterstützen Sie diese Alternativen. Der Mensch ist und bleibt das einzige biologische Modell des Menschen! » zu unserem Plakat.



<sup>1</sup> Die vollständigen Texte zu den europäischen Richtlinien auf Deutsch und Französisch können im Internet unter <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l21191.htm> und <http://europa.eu/scadplus/leg/de/lvb/l21191.htm> heruntergeladen werden.

# Protokoll der SLGV der Veranstaltung zum Thema Tierversuche vom 7. September 2006 in Olten (Solothurn)

Schon zum sechsten Mal hintereinander führte der Schweizer Tierschutz (STS) diese Veranstaltung durch. Sieben Redner verschiedener Tierschutzorganisationen, vom Bundesamt für Veterinärwesen, dem Institut für Tierhaltung in Bern sowie der Basler Pharmaindustrie ergriffen vor rund hundert Teilnehmenden das Wort. Unter den Anwesenden befanden sich Vertreter von Tierschutzorganisationen aus der ganzen Schweiz.

**Die Zoologin Norma Schenkel, Mitglied der EKTIV<sup>1</sup> und Vertreterin des STS, erinnerte als erstes daran, dass die Versuchstiere vollkommen von den Versuchsleitern abhängig sind. Leid und Angst sind das tägliche Los der meisten von ihnen.**

Bei solchen Versuchen wird meist nicht darauf eingegangen, welche besondere Aufmerksamkeit den Tieren von Seiten



Im Jahr 2005 wurden in den Labors unseres Landes über 3000 Hunde eingesetzt.

der Versuchsleiter zukommt. Die wissenschaftlichen Fachzeitschriften beschränkten sich im Allgemeinen auf Aussagen wie „die Mäuse der Linie X stammen vom Labor Y und werden für die Versuche in steriler Umgebung gehalten.“ Äusserst selten wird auf zufrieden stellende Weise beschrieben, wo die Versuche genau durchgeführt werden. In den meisten wissenschaftlichen Artikeln fehlt es an Informationen zum Alter und Geschlecht der Tiere, zur Nahrung und der Grösse der Käfige sowie der Anzahl Tiere pro Käfig.

**Claudia Mertens vom Zürcher Tierschutz sprach von der Vertrauensbeziehung, die zwischen Versuchsleitern und Labortieren insbesondere auf emotionaler Ebene entsteht.**

Für viele Tierschutzvertreter mag dies selbstverständlich sein. Unter den Anwesenden befanden sich jedoch nicht

nur Vertreter der Anliegen der Tiere. Auch sie wurden darauf hingewiesen, dass die Menschen für ihr Wohlbefinden auf Tiere angewiesen sind und die Tiere von einer Vertrauensbeziehung zum Menschen abhängen.

Das beste Beispiel für eine solche Vertrauensbeziehung stellen die Primaten dar. Unter optimalen Bedingungen, die auf Belohnungen beruhen, verhalten sich die Tiere kooperativ. Dies nicht nur wegen den Belohnungen, sondern vor allem wegen der persönlichen Beziehung, welche die Tiere zu ihrem Halter entwickeln. Diese ist nicht nur für die Tiere, sondern auch für die Menschen wohltuend. Bei einer fruchtbaren Zusammenarbeit mit den Tieren verbessern sich die Arbeitsbedingungen deutlich.

**Patrizia Eberli stellte die Ergebnisse der Haltung von Goldhamstern und die entsprechenden Laborversuche vor.**

Schätzungen gemäss werden heute 150'000 - 500'000 Goldhamster für Tierversuche gehalten. Eberli gab auch praktische Empfehlungen zur Arbeit mit diesen Tieren ab.



In den Versuchstierhaltungen können Hamster nicht tiergemäss gehalten werden.

**Der Vortrag Walter Stammers von der Firma Hoffmann-la-Roche stellte eine reine Propaganda der Pharmaindustrie dar.**

Der Redner wollte den Anwesenden weismachen, als Versuchstiere benutzte Javaaffen würden unter idyllischen Bedingungen gehalten. Die Teilnehmenden erfuhren beispielsweise, dass Affen der gleichen Linie Kurt, Karl usw. heissen oder einen anderen Namen mit „K“ tragen und von Forschungsstationen stammen, die im Ausland kontrolliert werden. Stamm erklärte, vor dem Import in die Schweiz würden ausführliche Gesundheitskontrollen vorgenommen. Dies hätte zur Folge, dass nur gesunde Tiere eingeführt würden. Diese werden unter Quarantäne gehalten, damit sie sich an die neue Umgebung gewöhnen und sich frei bewegen können. Die Quarantäne fördert zudem den direkten Kontakt zwischen Mensch und Tier und ermöglicht eine gegenseitige Gewöhnung. Dank einer kontrollierten und nach einem genauen Zeitplan durchgeführten Ernährung können die Tiere nach dieser Phase problemlos von einem Sektor ihres Käfigs in einen anderen gebracht werden. Die Affen werden jeden Tag gestreichelt und daran gewöhnt, dem Tierpfleger für Blutentnahmen den Arm entgegenzuhalten. Da die Versuchsergebnisse vom Gesundheitszustand der Tiere abhängen, dürfen diese nicht gestresst sein. Sie sollen sich freiwillig an den Versuchen beteiligen. Deshalb braucht es viel Zeit und Geduld, bis Versuche mit Javaaffen möglich sind.

Trotz der idyllischen Schilderung der Bedingungen, unter denen Affen für Tierversuche in der Schweiz gehalten werden, wurden weder die eigentlichen Versuche geschildert noch auf deren Schweregrad hingewiesen. Die Anwesenden wurden auch nicht aufgefordert, sich vor Ort zu vergewissern, dass die Schilderungen der Wahrheit entsprechen.

**Dr. jur. Lukas Berger, Jurist des STS, sprach über die Funktion und Notwendigkeit von Tierschutzanwälten<sup>2</sup>.**

Diese sollen bei Strafverfahren wegen Verstössen gegen das Tierschutzgesetz die Sache der Tiere vertreten.

Recht auf Teilnahme am Strafverfahren:

Die Tierschutzanwälte verfügen über die gleichen Rechte wie andere

Ankläger. Nur bei Strafverfahren wegen Verstössen gegen das Tierschutzgesetz haben die Opfer keinerlei Rechte. Angeklagte und Opfer werden nicht gleich behandelt. Diese Missstände könnten durch die Einsetzung von Tierschutzanwälten behoben werden. Die Vertreter der Opfer hätten dann die Möglichkeit, die Unterlagen zu prüfen, Beweise zu verlangen, an verschiedenen Untersuchungen wie beispielsweise Zeugenbefragungen teilzunehmen, ein Plädoyer zu halten und Rekurs einzulegen (beispielsweise bei der Einstellung eines Verfahrens).

Leider legten einige Rednerinnen, die Tierversuche sonst vehement bekämpfen, bei dieser Veranstaltung eine grosse Zurückhaltung an den Tag. Trotzdem stellten die Vorträge eine ausgezeichnete Gelegenheit dar, um verschiedene Tierschützer zu treffen und zahlreiche Informationen auszutauschen.

Der Redaktionsvorstand

<sup>1</sup> Eidgenössische Kommission für Tierversuche

<sup>2</sup> Der STS lancierte eine eidgenössische Initiative zur Einsetzung von Tierschutzanwälten in allen Kantonen. Diese Initiative, die von der SLGV unterstützt wird, wurde in der letzten Ausgabe unserer Zeitung auf Deutsch und Französisch publiziert.

## Tierschutz in Indien

**Im Jahr 2002 lancierte das Tierheim HIS1 (Help in Suffering) in Jaipur, der Hauptstadt des Bundesstaates Rajasthan im Norden Indiens, eine Kampagne mit dem Titel «Unterstützt die Kamele» (in Wirklichkeit vor allem Dromedare).**

Diese Tiere werden hauptsächlich für den Warentransport verwendet. Alleine in Jaipur sind 6'000 offiziell registriert, in der Umgebung der Stadt kommen weitere 40'000 dazu und im ganzen Bundesstaat sind es fast eine Million.

Die Kampagne wird vor Ort von verschiedenen Tierärzten unterstützt. Die Aktionen dienen insbesondere dazu, die Kamele medizinisch zu versorgen und die Halter auf ihren schlechten Zustand aufmerksam zu machen, den sie teilweise durch Unwissenheit, oft aber durch mangelnde finanzielle Mittel infolge grosser Armut verursacht haben. Seit der Lancierung dieser Kampagne wurden Tausende von Kamelen gepflegt. Viele hatten schwere Verletzungen an der Nase – infolge von Stöcken, an denen die



Der Tierarzt des HIS hat das Kamel beruhigt. Mit Hilfe von sechs Männern muss es auf den Lastwagen gehievt werden. Mit einer hydraulischen Plattform würden dem Tier zusätzliche Leiden erspart.

Zügel angebracht wurden – oder am Körper. Diese wurden durch die Benutzung schlechter Sättel verursacht.

Im Vergleich mit Hunden, Katzen und anderen Haustieren verfügen die Kamele über keine Eigenschaften, die sie zu besonders charismatischen Tieren machen würden. Sie geniessen somit nicht automatisch die Sympathie der breiten Öffentlichkeit. Deshalb haben wir beschlossen, in dieser Zeitung von der Arbeit des Tierheims HIS zu berichten. Wir hoffen, dass viele von ihnen seine Aktionen unterstützen werden.



Dieses Kamel hat die Pfote gebrochen und wartet darauf, beim HIS behandelt zu werden.

<sup>1</sup> HIS ist eine Filiale des Tierheims Espoir in Arthaz (Haute-Savoie) in Frankreich, über das Sie seine Aktionen unterstützen können. Richten Sie Ihre Spenden an: Aux amis Suisse du Refuge de l'Espoir; UBS Genève 240-464132.29 X

Die SLGV steht seit vielen Jahren in engem Kontakt mit dem Tierheim, das die Aktionen des HIS vor Ort verfolgt und dafür sorgt, dass die Spenden richtig verwendet werden.

Zum Lesen oder als Weihnachtsgeschenk

### «Jasmin ou le rêve d'un enfant»

Die Familie von Jasmin kommt von weither, aus dem Orient, und hat beschlossen, in einem kleinen Land mitten in Europa zu leben, wo es keinen Krieg gibt.

Eines Tages wird Jasmin im Traum von einer mysteriösen Stimme in einen magischen Wald geführt, wo er einem Fuchs begegnet. Mit der Sprachgewandtheit eines Rechtsanwalts plädiert dieser für die Sache der Tiere und der Schwachen unter den Menschen.



In diesem Bilderbuch, das sich sowohl für Erwachsene als auch für Kinder eignet, sprechen die Tiere wie in den Fabeln Jean de la Fontaine mit den Menschen.

Text (nur auf Französisch) von Laurence Fracheboud und Illustrationen von Danielle Marck  
Format A4, 96 Seiten, davon 20 mit Bildern.  
Preis: CHF 50.— inklusive Porto und Verpackung. Zu bestellen bei: Editions Les Rayons du Soleil, CH - 1423 Villars-Burquin  
oder im Internet unter [www.editions-rayonsdusoleil.ch](http://www.editions-rayonsdusoleil.ch). Das Buch ist auch in den Buchhandlungen erhältlich.

# Nur MONSTER tragen noch PELZ

**Was auch immer die Pelzverkäufer und ihre Zudiener behaupten, Pelz reimt sich mit Schmerz. Niemand kann sich mehr mit Unwissenheit entschuldigen; seit Jahren klären alle Medien, alle Tierschutzvereine das Publikum über die Grausamkeiten auf, die mit der Pelzindustrie zusammenhängen.**

„Lieber nackt als im Pelz“ und „Pelztragen ist Gewissensfrage“ waren weltweit gehörte Slogans, und nicht nur „fanatische“ Tierschützer stimmten zu. Diese Aufklärung versetzte damals der Pelzindustrie einen empfindlichen Schlag.

## Neue Plakatkampagne der SLGV gegen das Pelztragen

Nebenstehend publizieren wir das Plakat unserer Kampagne gegen das Pelztragen. Dieses ist seit Oktober an verschiedenen Bahnhöfen zu sehen. Seit November und noch bis Ende Jahr wird es auch in den Strassen aufgehängt.

Nebst den Plakaten wurden auch Kleber auf Deutsch, Französisch und Italienisch gedruckt. Diese können ab sofort gratis beim Büro der Liga bestellt werden.



Verschiedene Mitglieder haben uns mitgeteilt, dass sie die Kleber auf interessante Weise nutzen:

Wenn Ihr Briefkasten von Katalogen und anderen Drucksachen überquillt, mit denen Werbung für das Tragen von Mänteln oder Accessoires aus Pelz gemacht wird, können die Kleber beim Zurückschicken an den Absender auf den Katalogen angebracht werden.

Heute aber stellen wir konsterniert fest, dass sich diese Einstellung geändert hat, ein Umdenken ist im Gange, vor allem bei einer Kundschaft, die sich zwar keinen luxuriösen Mantel leisten kann, sich aber doch unbedingt wenigstens ein Stücklein Pelz an einer Jacke oder Mantel ersteht will. Wir sind gezwungen festzustellen, dass sich sowohl das weibliche als auch das männliche Geschlecht nicht mehr scheut, offen einzugestehen, dass sie das Leiden der Pelztiere gleichgültig lässt.

**Es gibt keine Pelzproduktion ohne Leiden für die betroffenen Tiere.**

Wir müssen es noch und noch wiederholen; ob die Tiere in Fallen gefangen wurden, ob sie in Pelzfarmen gezüchtet wurden, alle diese Tiere haben unsäglich gelitten. Was auch immer die Pelzindustriellen behaupten; es gibt keine, kann keine tiergerechte Pelztierhaltung geben, denn eine tiergerechte Haltung wäre nicht



**SCHWEIZER LIGA GEGEN VIVISEKTION und für die rechte des tieres**

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / Genf  
Info: tel: +41 (0)22 349 73 37 e-mail: admin@lscv.ch web: www.lscv.ch CCP 12-2745-6

rentabel, und das trifft auch für die sogenannten Label-Haltungen zu; diese "Label" geben keine Auskunft weder wie die Tiere gehalten wurden, noch wie sie umgebracht werden. Sie sind simpel und einfach nichts als eine Augenwäscheri.

Die professionellen Tierquäler beschuldigen uns immer, ewig die selben alten Bilder zu zeigen: verängstigte Tiere in kleinen Gitterkäfigen. Sie selbst können uns aber keine Bilder der tiergerechten Haltungen zeigen, noch angeben, wo sich diese Betriebe befinden sollen, obwohl wir sie des öfters darum gebeten haben. Sie können nicht, weil es diese Betriebe, wie gesagt, schlicht nicht gibt. Die Nerze zum Beispiel müssten in weitläufigen Gehegen leben, mit Büschen bewachsen, sie müssten die Möglichkeit haben, sich Gänge zu graben, und genügend tiefe Wassertümpel sollten ihnen die Möglichkeit geben, darin schwimmen zu können. Wir möchten solche Betriebe gerne selber besichtigen...

### Das gilt auch für alle Kaninchen in Einzelhaft.

Was die Kaninchen betrifft, deren Pelze jetzt en vogue sind: sie müssen in Einzelhaltung in Gitterkäfigen vegetieren, die so eng bemessen sind, dass sich die bedauernswerten Tiere am Ende ihrer miserablen Lebenszeit kaum noch darin drehen können. Es sei noch daran erinnert, dass Kaninchenpelze meist ein Nebenprodukt der Kaninchenmast sind, das billige Fleisch wird dann als "Aktion" in den Grossverteilern angeboten...

Und was die Tiere anbelangt, die ihr Leben in Fallen lassen: es ist wohl nicht nötig ins Detail gehen zu müssen. Jedermann-frau sollte sich selbst vergegenwärtigen können, was es bedeutet, auf solche Weise umzukommen.

Es liegt auch klar auf der Hand, dass die viel erwähnte Gleichung: "Pelz egal Natur" eine Perversität ist. Das Tragen von Pelz ist nichts anderes als eine Offenbarung des Charakters des Trägers; wie sagte doch der verstorbene Prinz Sadruddin Aga Khan: "Nur der Halbwelt Angehörige und Gehirnlose tragen noch Pelz", oder anders ausgedrückt, "Nur Monster tragen noch Pelz."

S.W.

## Die grossen Gelage am Jahresende.

**Wie kam es, dass Weihnachten zu einer solchen Konsumations Orgie ausartete? Den aufdringlichen Reklamen von Restaurants und Einkaufszentren zufolge, ist es unvorstellbar, das Fest ohne grosse Mengen von Fleisch von Tieren zu verschlingen, die ganz speziell auf das Fest der Geburt des Erlösers gezüchtet und umgebracht wurden**

Eigenartig, nach den alten Traditionen, wurde Jesus doch als Kind armer Eltern in einem Stall geboren, in den Stroh einer Krippe gebettet und unter den Figuren, die wir unter dem Christbaum aufstellen, fehlt der Esel und das Rind nie. Die Hirten sind von ihren Schafen begleitet, und die heiligen drei Könige schenken Weihrauch und Myrr - kein totes Tier.

Wir haben die Geburt des Christkinds in ein widerliches Gelage pervertiert. Alles was kreucht und fleucht, muss auf unseren, schon alltäglich reich beladenen Tischen liegen! Beim Verschlingen dieser Leichenteile will sich natürlich niemand Gedanken darüber machen, wie die Tiere, von denen sie stammen, leben mussten, zB. Truten, oder welche Gewalt Gänse und Enten erleiden müssen, damit dass sich gewissenlose Feinschmecker deren kranke Leber zu Munde führen können!

### Unwissenheit vortäuschen ist nicht mehr möglich.

Niemand kann sich heute noch damit entschuldigen, er wisse nicht um die Herstellungsmethoden dieser sogenannten Delikatesse. Unmöglich, sich mit Unkenntnis entschuldigen zu wollen, nicht wissen zu können um die Pein der Enten und Gänse, denen ein Rohr mit Gewalt in den Schlund geschoben wird um sie zu zwingen, Tag für Tag den Brei zu schlucken, der ihre Leber um ein Mehrfaches anschwellen lässt. Beim

Konsum dieser fetten, weisslichen Masse zählt die Qual der Tiere nicht, nur der momentane Genuss ist von Wichtigkeit.

Wer macht sich noch Gedanken, wie die Trute "gelebt" hat beim Anblick ihres schön angerichteten Kadavers auf dem



Weihnachtstisch? Dass diese Vögel (Truten sind Vögel!) in möglichst kurzer Zeit und auf billigstem Weg so viel Fleisch wie irgendwie möglich ansetzen, werden sie mit besonders zusammengesetztem Futter gemästet; ihr Körper und die Oberschenkel werden so schwer, dass die Knochen der Beine das Gewicht kaum noch tragen können; äussert schmerzhaft Gelenke sind die Folge. Am Ende der Mastzeit können diese bedauernswerten Tiere fast nicht mehr stehen, sie schleppen sich mühsam herum oder bleiben auf dem verschmutzten Boden liegen, die Verletzungen an ihrer Brust sind an dem zum Verkauf angebotenen Geflügel nicht mehr sichtbar.

Ist es nicht mehr möglich sich an die Bedeutung von Weihnachten zu erinnern? Weihnachten, ohne diese Konsumwut, ohne all diese Fresserei?!

Das Christfest, Weih-nacht, könnte eine würdevolle Feier werden, Friede und Liebe für alle Kreaturen dieser Erde.

S.W.

## Einsatz zur Förderung des Tierschutzes durch die Politikerinnen und Politiker

Damit unsere Mitglieder wissen, welche Parlamentarier sich für den Tierschutz einsetzen, veröffentlicht die SLGV in ihrer Zeitung jeweils die beim National- und Ständerat eingereichten entsprechenden Interpellationen und parlamentarischen Initiativen.

### 06.3481 - Interpellation

<b>Eingereicht von</b>	Marty Kälin Barbara	<b>Partei</b>	Sozialdemokratische (SP)	<b>Canton</b>	Zürich (ZH)
<b>Einreichungsdatum</b>	04.10.2006	<b>Eingereicht im</b>	Nationalrat		
<b>Stand der Beratung</b>	Im Plenum noch nicht behandelt				

**Titel** Internationale Schlachtiertransporte auf Schweizer Strassen

### Eingereichter Text

Gemäss Entwurf zur EDAV soll das geltende Verbot von Schlachtiertransporten auf der Strasse kommentarlos und ohne weitere Begründung aufgehoben werden. Solche Transporte von lebenden Rindern, Pferden, Schafen, Schweinen quer durch Europa dauern zwischen 30 und 50 Stunden, im Extremfall bis zu 90 Stunden, und sie führen - in mehrstöckigen Lastwagen - über Distanzen von teilweise Tausenden von Kilometern; sie sind in jeder Hinsicht katastrophal.

Das Parlament hat im neuen Tierschutzgesetz soeben eine maximale Transportdauer von 6 Stunden ab Verladeplatz festgelegt, von den Transporteuren wird eine entsprechende Aus- und Weiterbildung verlangt. Zudem hat das Schweizervolk sich in mehreren Abstimmungen für die Verlagerung von der Strasse auf die Schiene ausgesprochen.

### Wir danken daher dem Bundesrat für die Beantwortung der folgenden Fragen:

1. Wie kommt er dazu, das geltende Verbot von Schlachtiertransporten auf Schweizer Strassen mit der neuen EDAV aufzuheben noch bevor das neue Tierschutzgesetz in Kraft ist? Und warum erwähnt er das in den «Erläuterungen zur EDAV» mit keiner Silbe?
2. Am 12. Mai 2000 hat der damals zuständige Bundesrat Couchepin gegenüber dem Schweizerischen Tierschutz STS schriftlich versichert, der Bundesrat werde sich für dieses Verbot, «sollte es im Notifikations- und Vernehmlassungsverfahren unter politischen Druck geraten, einsetzen.» Wie verträgt sich das damalige Versprechen mit der heute beabsichtigten Aufhebung? Und wie sieht dieser Einsatz konkret aus?
3. Wie will er die Einhaltung des schweizerischen Tierschutzgesetzes kontrollieren, wenn internationale Tiertransporte künftig

auf Schweizer Strassen unterwegs sind? Oder gelten für ausländische Chauffeure andere Regeln als für schweizerische?

4. Wie will er gewährleisten, dass durch Transporte von Schlachtieren aus Europas Tierfabriken in drei- bis viergeschossigen Lastwagen nicht hochansteckende Tierseuchen und Zoonosen in die Schweiz gelangen und hier Bevölkerung und Tierbestände gefährden?

5. Aus welchem Grund hat er sämtliche weiteren tierschutzrelevanten Anforderungen (Mindestflächen, Ausbildung der Transporteure etc.) aus der EDAV gestrichen?

6. Mit wie vielen zusätzlichen Lastwagen ist aufgrund der geänderten EDAV zu rechnen? Und wie bringt der Bundesrat diese zusätzlichen Strassentransporte mit dem Verlagerungsziel in Einklang?

<b>Zuständig</b>	Volkswirtschaftsdepartement (EVD)
<b>Mitunterzeichnende</b>	
Aeschbacher Ruedi • Bigger Elmar • Binder Max • Brunner Toni Daguet André • Darbellay Christophe • Donzé Walter Dormond Béguelin Marlyse • Fässler-Osterwalder Hildegard Fehr Hans-Jürg • Genner Ruth • Graf Maya • Günter Paul Gysin Remo • Hämmerle Andrea • Hofmann Urs Hubmann Vreni • Keller Robert • Kunz Josef Leutenegger Oberholzer Susanne • Marti Werner Maury Pasquier Liliane • Müller-Hemmi Vreni Rechsteiner Rudolf • Rennwald Jean-Claude • Rey Jean-Noël Roth-Bernasconi Maria • Salvi Pierre • Schenker Silvia Scherer Marcel • Siegrist Ulrich • Stamm Luzi • Vermot-Mangold Ruth-Gaby • Walter Hansjörg • Weyeneth Hermann Widmer Hans	

**06.3537 - Interpellation**

<b>Eingereicht von</b>	Hess Bernhard	<b>Partei</b>	SD	<b>Canton</b>	Bern (BE)
<b>Einreichungsdatum</b>	05.10.2006	<b>Eingereicht im</b>	Nationalrat		
<b>Stand der Beratung</b>	Im Plenum noch nicht behandelt				

**Titel** Protest gegen Tiertransporte

**Eingereichter Text**

Bisher waren Schlachttiertransporte durch die Schweiz verboten. Im Zusammenhang mit den bilateralen Abkommen steht die Schweiz jedoch unter Druck der Europäischen Union (EU), dieses, als verkapptes Handelshemmnis angesehene, Verbot aufzuheben. Das Bundesamt für Veterinärwesen hat bereits angekündigt, das heutige Verbot von internationalen Schlachttiertransporten per Januar 2007 aufheben zu wollen, was ein Sturm der Entrüstung bei Tierschützern, Patrioten und einheimischen Landwirten ausgelöst hat.

**Ich bitte deshalb den Bundesrat höflich, folgende Fragen zu beantworten:**

1. Weshalb ist das Tiertransportverbot in der neuen Tiertransport-Verordnung bereits aufgehoben worden?
2. Wurde mit der Streichung des Verbots in der neuen Tiertransport-Verordnung nicht zum vornherein ein Pfand aus der Hand gegeben, bevor diese Frage mit der EU verhandelt worden ist?

3. Wurde der damals zuständige Bundesrat Pascal Couchepin nicht wortbrüchig, indem er vor sechs Jahren, anlässlich der Volksabstimmung zum Strassen-Transitabkommen mit der EU, dem Schweizer Tierschutz (STS) schriftlich zugesichert hat, dass eine Aufhebung dieses Schlachttransport-Verbotes nicht in Frage kommt?

4. Will die Schweiz sich in Brüssel vehement für die Beibehaltung des Verbots internationaler Tiertransporte einsetzen und wie stehen die Chancen?

5. Will die Landesregierung bei handelspolitischen Verhandlungen mit der EU künftig Tier-, Umwelt- und gesundheitspolitische Schutzanliegen einbringen?

6. Soll die Schweiz die EU überzeugen, Schlachttransporte über weite Strecken zu verbieten?

<b>Zuständig</b>	Volkswirtschaftsdepartement (EVD)
------------------	-----------------------------------

**Schweizer Parlament**

Hier einige Erklärungen für diejenigen, die nicht wissen, wie unser Parlament funktioniert:

**Die Räte**

Die Schweizer Bundesversammlung stellt ein Milizparlament dar: Die Abgeordneten treffen sich viermal pro Jahr zu den ordentlichen Sessionen der Bundesversammlung, die jeweils drei Wochen dauern. Dazu kommen ausserordentliche oder Sondersessionen. Zwischen den Sitzungsperioden finden zahlreiche Kommissionssitzungen statt. Die Räte beteiligen sich zudem an parlamentarischen Gruppen oder Arbeitsgruppen und beschäftigen sich mit der Vorbereitung der Dossiers.

**Der Nationalrat**

Der Nationalrat zählt 200 Mitglieder. Er vertritt das Schweizer Volk. Beim heutigen Bevölkerungsstand kommt auf je 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner 1 Sitz. Jeder Kanton bildet einen Wahlkreis, der mindestens eine Vertreterin oder einen Vertreter wählt. Dies gilt selbst dann, wenn die Bevölkerung unter 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner liegt. Die Nationalräte werden im Proporzverfahren gewählt.

**Der Ständerat**

Der Ständerat setzt sich aus 46 Vertreterinnen oder Vertretern der Schweizer

Kantone zusammen. Jeder Kanton wählt zwei, die Halbkantone Obwalden, Nidwalden, Basel-Stadt, Basel-Land, Appenzell Ausserrhodan und Appenzell Innerrhodan eine Vertreterin oder einen Vertreter. Zürich mit über 1 Million Einwohnerinnen und Einwohnern wählt ebenso zwei Vertreterinnen oder Vertreter wie der Kanton Uri, der rund 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner zählt.



**Die Vereinigte Bundesversammlung**

Unter dem Vorsitz der Nationalratspräsidentin oder des Nationalratspräsidenten verhandeln National- und Ständerat gemeinsam als Vereinigte Bundesversammlung um:

- Wahlen wie diejenige des Bundesrates und der Bundesrichter vorzunehmen
- Zuständigkeitskonflikte zwischen den obersten Bundesbehörden zu entscheiden
- Begnadigungen auszusprechen

Die Vereinigte Bundesversammlung versammelt sich ausserdem bei besonderen Anlässen und zur Entgegennahme von Erklärungen des Bundesrates.



## Editoriale

Cari soci, care lettrici, cari lettori,

In seguito all'adozione della nuova legge sulla protezione degli animali da parte del Parlamento il 16 dicembre u.s., l'estate scorsa è stato messo in consultazione negli ambienti interessati, un progetto di revisione dell'attuale ordinanza sulla protezione degli animali.

Il termine di presentazione dei commenti relativi a questo progetto, è stato fissato al 10 novembre. Quando uscirà il presente numero, la LSCV, nonché le principali associazioni svizzere di protezione degli animali, avranno già trasmesso una memoria all'attenzione di Doris Leuthard, la Consigliera federale incaricata di questo dossier.

Se è fuori dubbio che le associazioni di protezione degli animali sosterranno le nuove disposizioni favorevoli agli animali, le federazioni di allevatori ed altri lobby agricoli e scientifici si sono già da settimane impegnati a combattere tutte le disposizioni che ritengono contrarie ai loro interessi.

Dobbiamo pertanto essere numerosi a farci sentire, se non vogliamo che gli animali vedano i miglioramenti loro consentiti, dileguarsi sull'altare della redditività ad ogni costo ed a qualsiasi condizione.

L'articolo pubblicato sulla pagina seguente riguardante la revisione di questa ordinanza illustra alcune possibilità di manifestare il vostro sostegno agli animali.

Se utilizzate la lettera stampata sull'ultima pagina, non dimenticate di indicare in alto a sinistra il vostro nome ed indirizzo, di datarla e di firmarla.

Potete inoltre riprodurla e farla firmare da parenti, amici, conoscenti.

Augurandoci che sarete numerosi ad esprimere la vostra opinione al Consiglio federale, auguriamo a tutti voi Buone Feste di fine anno.

Il Comitato

Comunicato stampa del 12 luglio 2006  
del Dipartimento federale dell'economia  
(sintesi)



## « Affinchè gli animali, dal gatto al toro, siano detenuti conformemente alle loro esigenze di vita »

**La legge sulla protezione degli animali elaborata venticinque anni fa dalla Svizzera, pioniera in questo campo, si è dimostrata molto valida. Dopo diverse revisioni, la legislazione sulla protezione degli animali è stata interamente rimaneggiata. L'obiettivo mirato è una migliore attuazione delle norme legislative affinché nel nostro paese gli animali siano detenuti conformemente ai loro bisogni.**

La Commissione del Consiglio degli Stati aveva riscontrato, fin dalla metà degli anni 90, un certo numero di lacune a livello di attuazione della protezione degli animali ed aveva reclamato un miglioramento della situazione. Queste lacune saranno colmate grazie alla nuova legge ed alla presente ordinanza di cui si apre la procedura di audizione.

### I pilastri che la nuova legislazione instaura o rinforza sono i seguenti :

Detentori correttamente formati ed informati stanno alla base di una detenzione decente degli animali. Si prevede pertanto di allestire nuove formazioni, tra l'altro per le persone che detengono, allevano o trasportano animali a titolo professionale.

Nuovissettoriarannoregolamentati, tra cui l'allevamento. Potranno infatti essere allevati soltanto animali esenti da dolori, mali, lesioni e turbe del comportamento sociale di carattere ereditario.

Nuove disposizioni relative ai pesci saranno applicabili ai pescatori ed ai piscicoltori. Risulta da studi scientifici che i pesci sono sensibili ai mali e probabilmente sentono il

dolore. Ad esempio gli ardiglioni saranno proibiti.

### Le prescrizioni minime per la detenzione degli animali sono state dal canto loro rinforzate o definite, tra l'altro:

- I cavalli, le capre, le pecore e le vacche madri non potranno più essere detenuti legati, dopo diversi termini transitori.

- I cani devono ricevere un'educazione nel corso del primo anno di vita.

- Gli animali socievoli devono essere detenuti con congeneri.

- Tutti gli animali allevati per esperimenti dovranno essere annunciati all'autorità competente.

- Gli animali geneticamente modificati e gli animali portatori di una mutazione deleteria dovranno essere osservati dal punto di vista dei mali o lesioni che subiscono, i quali dovranno essere documentati e comunicati in vista di una valutazione degli interessi in presenza.

L'Ufficio veterinario federale ha elaborato, a partire dal 2003, la presente revisione dell'ordinanza sulla protezione degli animali in collaborazione con 25 gruppi di lavoro composti da esperti di agricoltura, difensori degli animali e veterinari cantonali.

La procedura di audizione si concluderà il 10 novembre 2006. La nuova legge sulla protezione degli animali e l'ordinanza entreranno in vigore al più presto nel corso del secondo semestre del 2007.

Berna, 12 luglio 2006

### IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale.

Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente.

Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.

**PAO e maquette:** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtl **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

**T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.- **CCP 12-2745-6**

**L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì mattina.** Permanenza in francese ed italiano: tutte le mattine dalle 9.00 alle 12.00

Permanenza in tedesco: i pomeriggi di martedì, mercoledì e giovedì dalle 14.00 alle 17.00

# Revisione completa dell'ordinanza sulla protezione degli animali

## Commenti della LSCV

**Se da una parte il progetto di ordinanza presentato dall'Ufficio veterinario federale comporta un certo numero di disposizioni favorevoli agli animali, gli allegati che determinano le misure minime di detenzione ammesse per specie animale sono dal canto loro deludenti.**

## Le lacune della nuova ordinanza

Non è previsto nessun miglioramento per alleviare la detenzione dei conigli nelle conigliere; deroghe alle norme seppur già minime continueranno ad essere concesse.

Anche i maiali sono dimenticati. Un maiale d'allevamento di 100 kg avrà diritto ad una superficie a terra di 0,9 m<sup>2</sup>. Sarà pertanto lecito mettere 10 maiali di queste dimensioni in un box di tre metri per tre !

Quanto ai « minipigs » (maialini) utilizzati per la sperimentazione animale, è lo status quo, ossia la loro detenzione non sarà fissata dall'ordinanza, il che non potrà che soddisfare i laboratori sperimentali. Si può inoltre deplorare che l'ordinanza non vieti espressamente le costrizioni fisiche per diverse specie animali e che peraltro tempi transitori estremamente lunghi saranno concessi per l'attuazione delle nuove norme (20 anni per la soppressione del giogo elettrificato per le mucche!).

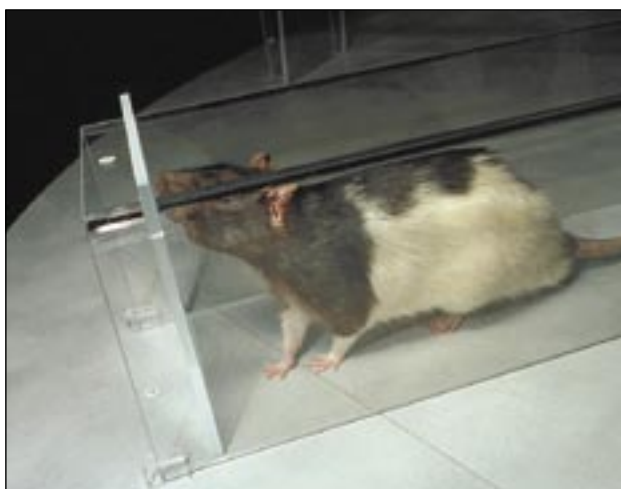
## I miglioramenti che vanno difesi

Nei nuovi articoli favorevoli agli animali, il divieto di attaccare cavalli, capre e pecore è motivo di grande soddisfazione. Altre disposizioni nuove che definiscono chiaramente l'allevamento ed il

rilascio di autorizzazioni per la detenzione degli animali, permetteranno interventi più tempestivi e soprattutto più vincolanti da parte delle autorità nei confronti dei detentori di animali o di allevatori poco scrupolosi.

## Sperimentazione animale : finalmente un po' di trasparenza

Era da tempo che lo chiedevamo: l'ordinanza consentirà finalmente di conoscere con esattezza il numero di animali realmente utilizzati nei laboratori del nostro paese. Gli allevamenti dovranno essere dichiarati e



Se la nuova ordinanza sulla protezione degli animali è adottata senza modifiche, sarà presto possibile sapere che cosa realmente subiscono gli animali nei laboratori in Svizzera

referenziati. Quest'obbligo ha già sollevato vigorose proteste da parte degli ambienti scientifici, timorosi che il pubblico prenda finalmente coscienza del numero esorbitante di animali che vivacchiano negli stabulari.

Gli allevamenti di animali transgenici dovranno essere dichiarati come pure tutte le mutazioni che causano lesioni fisiche o turbe comportamentali. Le autorità dovranno soppesare gli interessi dell'esperimento a fronte dei danni subiti dagli animali. Sul N. 11 del nostro giornale (giugno scorso) in cui si annunciava il lancio della nostra iniziativa cantonale « **Per lo sviluppo di metodi alternativi e contro gli abusi della sperimentazione animale all'Università di Ginevra** », avevamo citato l'esempio di uno scienziato ginevrino apparentemente divertito dall'aver fabbricato animali transgenici talmente degenerati che morivano spontaneamente quando esposti al rumore di un aspirapolvere.

Se questo articolo dell'ordinanza sopravvive alle opposizioni manifestate dagli istituti scientifici, parte degli animali utilizzati nei laboratori dovrebbe finalmente essere tutelata contro i deliri di ricercatori a caccia di celebrità nei loro piccoli microcosmi.

Per concludere, l'ordinanza prevede anche l'obbligo di subordinare tutti gli esperimenti animali ad autorizzazione. Attualmente, per la maggior parte degli esperimenti sugli animali, basta annunciarli, poco importa che siano totalmente assurdi o che siano già stati effettuati migliaia di volte. Le autorità non hanno alcuna possibilità di vietarli se gli scienziati decidono di uccidere gli animali prima della loro utilizzazione.

Con questa nuova disposizione, gli scienziati



Comunicato stampa del 31 agosto 2006

## « Per una vera protezione degli animali »

24 organizzazioni di protezione degli animali hanno preso posizione quanto alla revisione dell'ordinanza sulla protezione degli animali il 31 agosto scorso, presso il Vatter Business-Center di Berna.

Sono state allestite numerose conferenze sulle principali tematiche trattate da detta revisione: la detenzione degli animali selvaggi, lo sfruttamento degli animali da reddito, gli animali di compagnia, la sperimentazione animale e l'attuazione della futura ordinanza.

**Nel corso dell'intera procedura di revisione, sono stati costituiti diversi gruppi ciascuno dei quali ha operato nella rispettiva sfera di competenza. Le 24 organizzazioni partecipanti sono:**

Aktion Kirche und Tiere ; ALTEX ; Animal Life ; Animal Peace Schweiz ; Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin (VETO) ; ATMen ; Fondation Franz Weber ; Kagfreiland ; Lega Svizzera contro la Vivisezione (VETO)<sup>1</sup> ; OceanCare (VETO) ; Pro Tier ; Protezione Svizzera degli Animali ; Société Vaudoise pour la Protection des Animaux ; Stiftung für das Tier im Recht ; Stiftung für versuchstierfreie Forschung FFVFF (VETO) ; Tierschutzbund Basel ; Tierschutzbund Innerschweiz ; Tierschutzbund Zürich (VETO) ; Verband Tierschutz – Organisationen Schweiz VETO ; Verein fair Fish ; Verein gegen Tierfabriken ; Vier Pfoten ; Zürcher Tierschutz.

<sup>1</sup> VETO è un raggruppamento di associazioni svizzere di protezione degli animali che consente lo svolgimento di azioni comuni. La LSCV partecipa a VETO fin dalla sua creazione.

che finora si ostinavano a chiedere ai loro studenti di fare e rifare dissezioni di animali fino a non dare più segni di « sensibilità esagerata » verso questi ultimi, dovranno trovare un altro metodo di insegnamento.

Per esempio, utilizzare i modelli alternativi. Oppure abbandonare l'insegnamento, ciò che consentirà di assumere nuovi docenti più sensibili all'etica ed al rispetto della vita.

## Posizione della LSCV riguardo la nuova ordinanza

In quanto protettori degli animali, ben inteso avremmo voluto che questa nuova ordinanza prendesse maggiormente in conto i reali bisogni degli animali e che questi ultimi fossero maggiormente tutelati contro gli abusi di cui sono vittime da troppo tempo, in particolare negli allevamenti industriali e nei laboratori sperimentali.

Ma le opposizioni degli ambienti tanto scientifici che agricoli sono molto forti ed uno degli obiettivi principali è consentire che i reali miglioramenti per gli animali contenuti in questo progetto di ordinanza non siano soppressi al momento dell'elaborazione del testo finale da parte del dipartimento federale dell'economia.

Piuttosto che esigere disposizioni più consone alle nostre rivendicazioni ma che attualmente non hanno nessuna probabilità di essere accettate, preferiamo dare il nostro totale sostegno ai miglioramenti concreti di cui si può pensare che saranno accettati dal Consiglio federale.

## Sostenete un'ordinanza che veramente rispetta e tutela gli animali

Se la legge sulla protezione degli animali sancisce i principi, è la sua ordinanza che ne definisce con precisione i limiti e consente di intervenire quando sono constatati abusi.

Questa nuova ordinanza sarà comunque in vigore per i prossimi dieci anni; è dunque da escludere che contengano disposizioni contrarie alla dignità degli animali.

Pertanto contiamo su voi tutti affinché manifestiate concretamente il vostro sostegno ad un'ordinanza che veramente rispetta e tutela gli animali.

### Potete agire inviando al più presto, e comunque entro la fine dell'anno:

La lettera stampata sull'ultima pagina del presente numero, scrivendo la vostra lettera personale o utilizzando tutti i supporti messi a vostra disposizione da altri organismi di protezione degli animali.

### Più saremo numerosi, più riusciremo a far sentire la nostra voce

### Grazie per il vostro sostegno

Il Comitato di redazione

### ► Sperimentazione animale in Svizzera

## Due Commissioni federali contro gli esperimenti sui « grandi » primati... E le altre scimmie ?

**Incaricata dalla Confederazione in seguito agli esperimenti scandalosi praticati su scimmie dall'EPF di Zurigo<sup>1</sup> (giornale LSCV n°9), la Commissione federale d'etica per la biotecnologia in campo non umano (CENH) e la Commissione federale per gli esperimenti sugli animali (CFEA) hanno presentato a Berna, nel maggio scorso, il loro rapporto comune intitolato «Ricerche sui primati<sup>2</sup>: valutazione etica ».**

Detto rapporto chiede il divieto degli esperimenti sui grandi primati ed una maggiore cautela nelle ricerche sulle altre scimmie, dato il posto particolare che questi animali occupano per via delle loro eccezionali capacità cognitive ed emozionali.

previo un attento esame interdisciplinare dei contenuti scientifici e dell'obiettivo perseguito dalla ricerca.

Klaus Peter Rippe, presidente della CENH, ha precisato che «tali raccomandazioni intervengono nella prospettiva dell'entrata in vigore della nuova legge sulla protezione degli animali e che se ne terrà conto a livello di attuazione ».

### Risparmiati i primati antropoidi

Quanto agli esperimenti effettuati sui grandi primati (bonobo, scimpanzé, gorilla e orangutan), dovrebbero essere totalmente vietati, dato il posto particolare che le scimmie antropoidi occupano in seno alla specie. Anche se nessun esperimento di questo tipo è attualmente svolto in Svizzera, le due commissioni ritengono opportuno che la legge vieti espressamente tali pratiche.

La rappresentante della protezione svizzera degli animali e membro della CFEA non ha nascosto il proprio scontento: «Non ha nessun senso vietare la



ricerca sulle grandi scimmie poiché non ve ne sono in Svizzera! Le commissioni avrebbero potuto dar prova di maggiore coraggio proponendo il divieto della sperimentazione clinica su tutte le

ricerca sulle grandi scimmie poiché non ve ne sono in Svizzera! Le commissioni avrebbero potuto dar prova di maggiore coraggio proponendo il divieto della sperimentazione clinica su tutte le

<sup>1</sup> Le due commissioni hanno esaminato un progetto di ricerca svolta con scimmie dal Politecnico federale di Zurigo, che è già costata oltre 4,5 milioni di franchi ai contribuenti. Nel corso di questi esperimenti, giovani uistiti sono separati dalla madre al fine di renderli depressivi ed esaminare su di essi le conseguenze neurobiologiche dello stress. Stando a Regula Vogel, presidentessa della CFEA e veterinario cantonale del Cantone di Zurigo: «Molti sono i fattori importanti nella depressione, non solo lo stress causato da una separazione. La ricerca sulla depressione umana è indubbiamente importante, ma attualmente l'utilità dell'esperimento portato avanti dall'EPFZ è messa in dubbio ».

<sup>2</sup> Nel 2005, stando alle statistiche federali, sono già stati utilizzati 408 primati in Svizzera a fini di sperimentazione animale, a Basilea, Zurigo e Friburgo. I due terzi sono stati effettuati dall'industria, un terzo dalle Alte Scuole e dagli ospedali.

scimmie in caso di sofferenze eccessive».

### « Ricerca sulle scimmie accettabili »... Veramente?

La legge sulla protezione degli animali accetta gli esperimenti sugli animali se ne scaturisce la superiorità degli interessi umani sui trattamenti inflitti agli animali. La grande maggioranza delle due commissioni ritiene che, tranne quelli effettuati sulle scimmie antropoidi, gli esperimenti sui primati sono moralmente accettabili. È un'enorme delusione per tutte le associazioni di protezione degli animali che chiedono la fine delle « crudeltà verso le scimmie » e che non capiscono per quale motivo il diritto dei primati antropoidi sarebbe distinto da quello delle altre scimmie.

Il Comitato di redazione

► Cosmetici

## Dopo Body Shop, l'Oréal assorbe SkinEthic

**Si tratta di una nuova presa di coscienza oppure l'Oréal sente girare il vento e cerca di presentare un'immagine più « etica » agli occhi del pubblico ?**

Fatto sta che qualche giorno prima del rilevamento di Body Shop (giornale LSCV N°12), l'Oréal ha rilevato la sua filiale Episkin, il laboratorio SkinEthic creato nel 1992 e diventato da un anno uno dei leader nel settore della produzione e commercializzazione di epidermi, pelli ed epiteli umani ricostruiti.

Questi modelli alternativi consentono di realizzare test in vitro sulla sicurezza e l'efficacia di numerosi prodotti (cosmetici, farmaceutici, chimici,...), in modo molto più affidabile e meno costoso rispetto ai test sugli

animali tuttora praticati negli altri laboratori.

### Presto vietati i test su animali per i cosmetici

Quanto ai cosmetici, è bene ricordare che i test sugli animali per i prodotti « finiti » sono vietati dal dicembre 2004 nell'Unione Europea<sup>1</sup> e che l'utilizzazione di animali per testarne i componenti dovrebbe normalmente essere vietata da marzo 2009.

I grandi gruppi dell'industria cosmetica hanno dunque interesse ad investire nello sviluppo di metodi alternativi già esistenti o no, poiché la direttiva dell'Unione Europea prevede anche il divieto delle importazioni di cosmetici testati sugli animali. Questo impedisce pertanto a multinazionali come l'Oréal o LVMH di far eseguire questi test negli Stati Uniti o in Giappone.

### Sviluppo di nuovi modelli alternativi

Da qualche tempo a questa parte, si può osservare una reale evoluzione a livello di riconoscimento delle alternative alla sperimentazione animale da parte degli ambienti scientifici e politici.

L'obbligo che l'Unione Europea ha imposto ai fabbricanti di utilizzare in futuro esclusivamente modelli alternativi sta a dimostrare che questi forniscono informazioni di qualità pari o superiore ai test sugli animali per quanto riguarda la loro eventuale tossicità.

Non più di una decina di anni fa, parlare di « metodi alternativi » alla sperimentazione animale scatenava immancabilmente l'ilarità nervosa degli scienziati, convinti che per curare gli esseri umani vivi fosse necessario tagliare a pezzi animali morti.

Oggi, gli sviluppi spettacolari delle alternative, abbinati a potenti strumenti di modellizzazione matematica hanno reso un po' più umile una parte della comunità scientifica. Allorché ancora dieci anni fa, quest'ultima sosteneva che la messa in coltura di certi tipi di cellule o tessuti umani fosse impossibile, oggi le loro commercializzazioni e utilizzazioni da parte della maggior parte dei laboratori stanno a dimostrare che ricostruire, un domani, organi o metabolismi complessi, è una possibilità perfettamente immaginabile. Questa constatazione non può che incoraggiarci a proseguire sulla via che abbiamo scelto una quindicina di anni fa: sostenere ed incoraggiare gli scienziati che lavorano sullo sviluppo dei nuovi modelli alternativi grazie ai quali domani la sperimentazione animale non sarà più che un triste ricordo.

L.F.

<sup>1</sup> Testo completo delle direttive europee in lingua francese e tedesca su Internet : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l21191.htm> e <http://europa.eu/scadplus/leg/de/lvb/l21191.htm>

► Campagna di affissione

## « Non avere paura di dire NO alla VIVISEZIONE »

**Dopo una campagna di affissione in novembre e dicembre 2005 nelle principali stazioni ferroviarie del nostro paese in cassoni luminosi, il nostro manifesto è stato affisso per le strade di tutta la Svizzera in maggio e giugno scorsi. Abbiamo ricevuto molti messaggi di sostegno alla nostra azione e molte persone sono state in tal modo sensibilizzate alle sofferenze degli animali nei laboratori sperimentali.**

**Il testo** «100'000 morti ogni anno negli Stati Uniti, altrettanti in Europa: è il numero di vittime dovute agli effetti secondari dei farmaci prescritti dai medici.

L'animale non è il modello biologico dell'uomo e serve soltanto ad arricchire le ditte farmaceutiche.

NO ad una ricerca superata, fondata sulla sofferenza degli animali.

Sì ad una ricerca rivolta verso il futuro, che sviluppi modelli alternativi, tra cui i test di colture di cellule e tessuti umani.

Aiutateci a sostenere queste alternative. L'uomo non è l'unico modello biologico dell'uomo !» **accompagna il nostro manifesto.**



## Resoconto a cura della LSCV delle conferenze e dei dibattiti sulla sperimentazione animale tenutisi il 7 settembre 2006 a Olten (Soletta)

La conferenza è stata organizzata per il sesto anno consecutivo dalla Protezione svizzera degli animali (PSA). Sei oratori provenienti da diverse organizzazioni di protezione degli animali, dall'Ufficio veterinario federale, dall'istituto per l'allevamento animale a Berna nonché dall'industria farmaceutica basilese, sono intervenuti in presenza di un centinaio di persone e rappresentanti di associazioni di protezione degli animali di tutta la Svizzera.

**La zoologa Norma Schenkel, membro della CFEA<sup>1</sup> e rappresentante della PSA, ha iniziato facendo presente che gli animali da esperimento sono completamente dipendenti dalle persone che effettuano gli esperimenti, e che la quotidianità di questi animali è fatta di sofferenza e paura.**

All'interrogativo « quali attenzioni particolari hanno ricevuto gli animali da parte degli sperimentatori ? », l'unica risposta che si



Nel 2005 sono stati utilizzati oltre 3'000 cani nei laboratori del nostro paese.

può ottenere leggendo una pubblicazione scientifica si riassume grosso modo così: « i topi della stirpe « x » sono stati forniti dal laboratorio « y » e mantenuti in ambiente sterile in vista di sperimentare ecc... »...  
Peralto, il luogo esatto dell'esperimento non è praticamente mai descritto in modo soddisfacente. Informazioni riguardanti l'età degli animali utilizzati, il sesso, l'alimentazione, la dimensione delle gabbie in cui sono rinchiusi, il numero di animali per gabbia, sono assenti dalla maggior parte degli articoli scientifici pubblicati.

**Claudia Mertens, della società zurighese di protezione degli animali, ha dato una conferenza sul tema dei rapporti di fiducia che è bene intavolare, soprattutto a livello emozionale, tra gli sperimentatori e gli animali di laboratorio.**

Può sembrare lapalissiano per molti difensori degli animali, ma è stato fatto più volte

presente (non tutti i presenti erano ardenti difensori della condizione animale) che gli uomini hanno bisogno degli animali per il proprio benessere, proprio come gli animali hanno bisogno degli uomini per stabilire con loro un rapporto di fiducia.

L'esempio più eloquente quando si parla di rapporti di fiducia tra uomini ed animali di laboratorio ci viene proposto dai primati. In condizioni ottimali imperniate sulle ricompense, gli animali diventano cooperativi non solo grazie a queste ultime ma anche e soprattutto perchè questa condizione è benefica tanto per l'animale che per l'uomo, in quanto il suo ambito lavorativo, grazie alla collaborazione dell'animale, ne può risultare alquanto migliorato.

**Patrizia Eberli ha presentato i risultati sulla detenzione e la manipolazione del criceto dorato in laboratorio.**

Si ritiene che oggi siano utilizzati tra 150'000 e 500'000 criceti dorati a fini sperimentali. Sono state formulate alcune raccomandazioni pratiche sul modo di procedere ed operare con questi animali.



E' impossibile garantire una detenzione decente dei criceti negli stabulari.

**La conferenza di Walter Stamm della Hoffmann-la-Roche può essere considerata come pura propaganda dell'industria farmaceutica:**

vorrebbero forse farci credere che le scimmie giavanesi utilizzate come animali da esperimento vivono un'esistenza idilliaca...?! Infatti, siamo venuti a sapere che le scimmie della stessa stirpe possono essere chiamate per esempio Kurt, Karl o altri nomi che iniziano con la « K » e che provengono da stazioni riproduttive controllate all'estero. Ci è stato detto che controlli sanitari approfonditi vengono effettuati prima dell'importazione in Svizzera, per far sì che entrino soltanto animali sani. A tal fine sono messi in quarantena in modo che questi animali si abituino al loro nuovo ambiente e possano muoversi liberamente. La quarantena favorisce inoltre il contatto diretto tra gli uomini e le scimmie, il che consente a ciascuno di abituarsi all'altro. Al termine di questa fase e grazie ad un'alimentazione controllata, gli animali possono essere facilmente trasferiti da un settore all'altro del luogo in cui sono confinati. Ogni giorno, queste scimmie vengono accarezzate ed addestrate ad allungare il braccio all'operatore affinché possa procedere a prelievi del sangue senza alcuna costrizione. Poichè l'esito degli esperimenti dipende dallo stato di salute dell'animale, è cruciale che gli animali non siano stressati e che partecipino agli esperimenti senza esservi costretti di forza. È per questo motivo che ci vogliono tanto tempo e pazienza per poter procedere ad un esperimento sulle scimmie giavanesi.

**Lukas Berger, dottore in legge e giurista della PSA, ha parlato del ruolo e dell'utilità di un avvocato per gli animali<sup>2</sup>.**

Con il termine « avvocato per la protezione degli animali » si intende un avvocato incaricato di seguire il procedimento penale relativo alle violazioni della legge sulla protezione degli animali, nonché di difendere gli interessi dell'animale leso.

Diritti di partecipazione alla procedura penale:

L'avvocato per la protezione degli animali usufruisce degli stessi diritti delle persone lese nel procedimento penale. I procedimenti penali in materia di infrazione alla legge sulla protezione degli

animali sono attualmente gli unici in cui non viene riconosciuto alcun diritto alla vittima dell'atto criminale. Lo squilibrio che pertanto si crea tra la persona lesa e la persona imputata balza agli occhi, ma potrebbe essere ridotto istituendo la carica di avvocato difensore degli animali. I diritti degli imputati e delle persone lese sono i seguenti: diritto di consultare il fascicolo; diritto di chiedere prove; diritto di partecipare a diversi atti, quali audizione dei testimoni; di presentare una relazione; di ricorrere (per esempio contro la chiusura del procedimento).

In conclusione, pur trovando incresciosa l'eccessiva prudenza di certe oratrici, che in altre sedi danno prova di un impegno molto più forte contro la sperimentazione animale, queste conferenze e dibattiti offrono comunque una preziosa opportunità di incontrare persone attivamente coinvolte nella protezione degli animali ed anche di scambiare informazioni.

#### Il Comitato di redazione

<sup>1</sup> Commissione federale per gli esperimenti sugli animali.

<sup>2</sup> Ci permettiamo di ricordare che la PSA ha lanciato un'iniziativa federale per l'istituzione della carica di avvocato per gli animali in ogni cantone. Questa iniziativa, caldamente e vigorosamente sostenuta dalla LSCV, è stata pubblicata sul precedente numero del nostro giornale, in lingua tedesca e francese.

## Protezione degli animali in India

**Nel Rajasthan, il rifugio HIS1 (Help in Suffering) di Jaipur ha lanciato, a partire dal 2002, una campagna battezzata « Soccorso ai cammelli » (di fatto, principalmente dromedari).**

Questi animali sono utilizzati soprattutto per il trasporto di materiali. Ufficialmente se ne contano 6000 a Jaipur, 40'000 nei dintorni della città, e si stima che ve ne siano un milione in questo Stato del nord dell'India.

Con il sostegno sul posto di un certo numero di veterinari, le azioni intraprese nell'ambito di questa campagna mirano essenzialmente ad offrire cure mediche ai cammelli nonché a sensibilizzare i loro possessori sui maltrattamenti che questi animali subiscono, talvolta per ignoranza, spesso per mancanza di mezzi finanziari date le condizioni di estrema povertà in cui versano. Fin dal suo lancio, questa campagna ha consentito di curare migliaia di cammelli, di cui molti gravemente feriti, o al



Il veterinario di HIS ha tranquillizzato il cammello, ma ci sono voluti 6 uomini per issarlo sul camion. Un camion munito di piattaforma idraulica eviterebbe all'animale molte sofferenze supplementari.

naso, a causa dell'inserimento dei bastoncini cui sono attaccate le briglie, o sul corpo per via dell'utilizzazione di selle inadeguate.

Diversamente dai cani, gatti ed altri animali domestici, le caratteristiche fisiche dei cammelli non ne fanno animali particolarmente carismatici, che attirano la simpatia del pubblico. È uno dei motivi per cui, nel presente numero del nostro giornale, abbiamo scelto di parlare del lavoro svolto da HIS, con la speranza che siate numerosi a sostenere le loro azioni.

#### Il Comitato di redazione

I HIS è una filiale del Refuge de l'Espoir d'Arthaz (Haute-Savoie) in Francia. È per tramite di quest'ultimo che potete sostenere la sua azione indirizzando i vostri doni a: Aux amis Suisses du Refuge de l'Espoir, UBS Genève 240-4641 32.29 X

Da sempre la LSCV intrattiene eccellenti contatti con questo rifugio, che segue da vicino, direttamente sul posto, le azioni portate avanti da HIS e garantisce la corretta utilizzazione dei doni.



Questo cammello, che ha una zampa fratturata, aspetta i soccorsi di HIS

Da leggere o regalare per le feste di fine anno

### « Jasmin ou le rêve d'un enfant »

« Venuta dal lontano Oriente, la famiglia di Jasmin ha deciso di vivere in un piccolissimo paese, nel cuore dell'Europa, che non conosce la guerra.

Un giorno, in sogno, Jasmin, guidato da una voce misteriosa, si ritrova in una foresta magica in cui incontra una volpe. Con l'abilità oratoria di un avvocato, Maître Renard difende la causa degli animali e quella degli esseri umani più deboli ».



In questo libro illustrato, destinato tanto agli adulti che ai bambini, l'autore sceglie, alla maniera di Jean de la Fontaine, di utilizzare gli animali per parlare agli esseri umani.

Testo (unicamente in francese) di Laurence Fracheboud e illustrazioni di Danielle Marck

Formato A4, 96 pagine, di cui 20 illustrate.

Prezzo : CHF 50.-- porto e imballaggio compresi, per le ordinazioni, rivolgersi a: Editions Les Rayons du Soleil, CH - 1423 Villars-Burquin,

o su Internet : [www.editions-rayonsdusoleil.ch](http://www.editions-rayonsdusoleil.ch).

Anche in libreria.

# Solo dei MOSTRI vanno ancora in giro in PELLICCIA

**Checchè ne dicano i pellicciai ed i loro sostenitori, la pelliccia è e sempre sarà sinonimo di tortura.**

**Oggi, nessuno può far finta di ignorarlo: da anni, tutti i media e tutte le organizzazioni di protezione degli animali lanciano allarmi all'opinione pubblica sulla crudeltà generata dalla produzione di pelliccia.**

«Piuttosto nuda che in pelliccia» e «indossare la pelliccia è una questione di coscienza» sono state parole d'ordine internazionali, recuperate non solo dai «fanatici degli animali» ma anche da tante persone scosse, disgustate dalle torture inflitte agli animali. Questa presa di coscienza collettiva è stata

una vera botta per il commercio della pelliccia. Eppure oggi assistiamo a un'inversione di tendenza, e più particolarmente in una fascia di clientela che, non potendosi permettere una di queste tristi pellicce per la quale sono stati torturati oltre un centinaio di animali, vuole comunque sfoggiarne almeno un pezzo su giacche a vento o cappotti.

Siamo costretti a constatarlo: uomini e donne non temono più di manifestare apertamente la propria indifferenza alla sofferenza animale. Osiamo sperare che i nostri lettori non si riconoscano in questo triste ritratto ma teniamo a ripeterlo ancora

una volta: che siano detenuti in allevamenti o catturati nelle trappole dei produttori, gli animali sacrificati per il commercio della pelliccia hanno sofferto in modo indicibilmente ignobile.

## La produzione di pelliccia senza sofferenza non esiste

Contrariamente a quanto vorrebbero farci credere gli industriali della pelliccia, non esiste, nè può esistere, una detenzione rispettosa degli animali in quanto non sarebbe economicamente redditizia.

## Nuova campagna di affissione della LSCV contro la pelliccia

Pubblichiamo qui a fianco il manifesto della campagna anti-pelliccia. Questo manifesto è stato inizialmente affisso su alcune linee ferroviarie da ottobre, e da novembre comincia a vedersi anche per le strade, e questo fino alla fine dell'anno.

Sono stati inoltre stampati autoadesivi in tedesco, francese ed italiano, che possono essere ordinati gratuitamente fin d'ora presso l'ufficio della Lega.



Diversi soci della Lega ci hanno indicato un'utilizzazione molto interessante dei nostri autoadesivi: Se la vostra cassetta delle lettere è invasa da cataloghi ed altri stampati che vantano indumenti o accessori di pelliccia, gli autoadesivi possono essere incollati su questi cataloghi da rinviare al mittente!



**LEGA SVIZZERA CONTRO LA VIVISEZIONE e per i diritti dell'animale**

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / Genève

Info: tel: +41 (0)22 349 73 37 e-mail: admin@lscv.ch web: www.lscv.ch CCP 12-2745-6

Non dobbiamo dunque lasciarci incantare dai marchi cosiddetti di qualità delle pellicce, che non costituiscono affatto un'indicazione delle condizioni di vita né dei metodi di messa a morte degli animali, e che di fatto sono né più né meno che una mera operazione di marketing dei pellicciai. Questi professionisti della sofferenza che ci accusano di mostrare vecchie fotografie di animali impauriti imprigionati in gabbiette fatte di reti metalliche, sono però incapaci di presentarci le fotografie di questi animali che sostengono di allevare rispettando i loro bisogni, semplicemente perché queste pretese "aziende agricole modello" non esistono.

### **Gli animali non sono fatti per vivere in gabbia...**

I visoni per esempio dovrebbero vivere su vasti terreni boscosi che offrano loro la possibilità di nascondersi e scavare tane con specchi d'acqua dove poter nuotare. Quanto ai conigli, le cui tristi pelli sono di moda in questa stagione, vegetano per tutta la loro misera esistenza, rinchiusi in batteria in fredde gabbie fatte di reti metalliche in cui hanno a malapena posto per girarsi su se stessi. La loro pelliccia è un sottoprodotto dei conigli destinati al consumo: pensateci prima di comprare in promozione il coniglio fresco di giornata che vi propone il vostro supermercato....

### **...né per essere intrappolati**

Quanto alla cattura degli animali nelle trappole, non c'è bisogno di descrivere dettagliatamente le sofferenze che patiscono gli animali. È però doveroso per ciascuno di noi, anche se risulta difficile, immaginarsi anche solo una volta, a che punto sia un obbrobrio finire una vita in questo modo.

È palese che equiparare la pelliccia alla natura è pura perversione che non regge di fronte alla disgustosa realtà dei fatti: la pelliccia è un triste rivelatore del livello di coscienza dell'essere umano che la indossa.

Come diceva il compianto Principe Sadruddin Aga Khan: «Soltanto le mezze mondane e le scervellate indossano ancora la pelliccia». E a me piace aggiungere: bisogna essere un mostro per indossare una pelliccia !

S.W.

## **Queste sacrosante abbuffatte di fine anno**

**Come è mai possibile che Natale sia degenerato in una simile orgia consumistica? Se si dà retta alle chiosose pubblicità di negozi e ristoranti, la festa non è festa se non si consuma freneticamente ogni sorta di carne di animali allevati ed uccisi appositamente per la nascita del redentore degli uomini.**

Eppure, secondo la tradizione, Gesù è nato da genitori poveri, in una stalla, sulla paglia di una mangiatoia. Sotto l'albero, tra le figurine dei nostri presepi non mancano mai l'asino ed il bue; i pastori sono accompagnati dal loro gregge di pecore ed i re apportano incenso e mirra – e non un animale morto – in segno di adorazione.

Abbiamo trasformato la festa della nascita del bambin Gesù in una turpe abbuffata pantagruelica. Tutto quanto cammina, vola o striscia deve trovarsi sulle nostre tavole imbandite e queste creature di Dio sono allevate segnatamente per finire nei nostri piatti già quotidianamente stracolmi.

Mentre si ingoiano questi pezzi di cadaveri, nessuno ben inteso vuole rappresentarsi mentalmente le condizioni in cui l'animale è stato obbligato a vivere prima di crepare, come per esempio i tacchini, oppure in che modo ed a prezzo di quali sofferenze si ottiene questa maledetta leccornia per buongustai presuntuosi e totalmente insensibili, che è il foie gras.

### **Come si può ignorare la sofferenza di un animale ?**

Eppure, come per la pelliccia, nessuno può pretendere di ignorare le sofferenze inflitte agli animali. Le informazioni sono a portata di tutti.

Impossibile non aver mai visto anatre e oche farsi ingozzare di forza, con un tubo infilato profondamente nella gola e forzate, giorno

dopo giorno, ad ingoiare cibi appositamente studiati per ingrossare smisuratamente il loro fegato. Quando si ingoiano questi bocconi biancastri, la sofferenza di un animale pesa ben poco. Quello che conta è il piacere momentaneo del consumatore.



Chi si preoccupa della non-vita dei tacchini una volta che sono presentati sulla tavola natalizia ? Affinchè producano in poco tempo ed al minimo costo la maggior quantità possibile di carne, questi animali sono ingozzati con alimenti appositamente studiati. Il corpo e le cosce diventano talmente pesanti che le ossa sopportano molto difficilmente la massa corporea esagerata, cagionando dunque intensi dolori alle articolazioni. Al termine dell'ingrassamento, queste povere bestie che praticamente non si reggono più sulle zampe, sono ridotte a strisciare verso le mangiatoie oppure rimangono sulla lettiera, ogni giorno più sudicia. Le ferite sul petto non saranno più visibili quando gli animali saranno messi in vendita.

Ci ricorderemo del vero significato di Natale se abolissimo tutti questi consumi sfrenati di beni e vivande.

Natale sarebbe una festa più serena, impregnata di spiritualità, di pace e d'amore per tutte le creature di questa terra...

S.W.



## Intervento in Parlamento a favore della protezione degli animali

Per conoscere gli eletti che operano a favore degli animali, il giornale della LSCV pubblica su ogni numero le interpellazioni ed iniziative parlamentari depositate alle Camere del Consiglio nazionale o del Consiglio degli Stati.

### 06.3481 -Interpellanza

<b>Depositato da</b>	Marty Kälin Barbara	<b>Partito</b>	Socialista (PS)	<b>Cantoni</b>	Zurigo (ZH)
<b>Data del deposito</b>	04.10.2006	<b>Depositato il</b>	Consiglio nazionale		
<b>Stato attuale</b>	Non ancora trattato				

**Titolo** Trasporti internazionali di animali da macello sulle strade svizzere

#### Testo depositato

Secondo il progetto dell'ordinanza concernente l'importazione, il transito e l'esportazione di animali e prodotti animali (OITE), l'attuale divieto concernente i trasporti stradali di animali da macello dovrebbe essere abrogato, senza alcun commento o motivazione. Simili trasporti di bovini, cavalli, ovini o suini vivi attraverso l'Europa possono durare da 30 a 50 ore - in casi estremi fino a 90 ore - su distanze che, a volte, raggiungono le migliaia di chilometri, e per mezzo di autocarri a più piani. Sono disastrosi, sotto ogni profilo.

Nella nuova legge sulla protezione degli animali, il Parlamento ha stabilito che il trasporto non deve durare più di sei ore a partire dal punto di carico ed è richiesto che il personale a cui è affidato il trasporto di animali sia in possesso di determinati requisiti. Inoltre, in occasione di diverse votazioni il popolo svizzero si è espresso in favore del passaggio dal trasporto su strada a quello su rotaia.

#### Preghiamo pertanto il Consiglio federale di rispondere alle domande seguenti:

1. Quali ragioni hanno portato il Consiglio federale a decidere l'abrogazione dell'attuale divieto di trasporto degli animali da macello sulle strade svizzere, ancor prima che la nuova legge sulla protezione degli animali sia entrata in vigore? Perché nel rapporto esplicativo concernente la OITE non si accenna minimamente a questo aspetto?

2. In data 12 maggio 2000, l'allora consigliere federale competente Pascal Couchepin aveva assicurato per iscritto il suo impegno alla Protezione svizzera degli animali (PSA), qualora il divieto in questione fosse stato «sottoposto a pressioni politiche durante le procedura di notifica e di consultazione». Come conciliare tale promessa con l'abrogazione ora prevista? All'atto pratico, che ne è dell'impegno suddetto?

3. In relazione ai trasporti internazionali di animali sulle strade svizzere, il Consiglio federale come intende controllare il rispetto

della legge sulla protezione degli animali? Vi saranno regole diverse a Seconda che si tratti di trasportatori esteri o svizzeri?

4. Il Consiglio federale come prevede di garantire che i trasporti di animali da macello provenienti dalle «fabbriche di animali» dell'Europa orientale, su autocarri a tre o quattro piani, non introducano in Svizzera epizootie altamente contagiose o zoonosi, mettendo in pericolo la popolazione e il patrimonio zootecnico del nostro Paese?

5. Per quale ragione il Consiglio federale ha eliminato tutte le altre esigenze in materia di protezione degli animali (superfici minime, formazione delle persone addette al trasporto, ecc.) contemplate dalla OITE?

6. Quanti saranno gli autocarri in più a causa della modifica della OITE? Come pensa il Consiglio federale di poter conciliare tale aumento con l'obiettivo di trasferire su rotaia il traffico merci?

<b>Competenza</b>	Dipartimento federale dell'economia (DFE)
<b>Cofirmatari</b>	Aeschbacher Ruedi • Bigger Elmar • Binder Max • Brunner Toni Daguet André • Darbellay Christophe • Donzé Walter Dormond Béguelin Marlyse • Fässler-Osterwalder Hildegard Fehr Hans-Jürg • Genner Ruth • Graf Maya • Günter Paul Gysin Remo • Hämmerle Andrea • Hofmann Urs Hubmann Vreni • Keller Robert • Kunz Josef Leutenegger Oberholzer Susanne • Marti Werner Maury Pasquier Liliane • Müller-Hemmi Vreni Rechsteiner Rudolf • Rennwald Jean-Claude • Rey Jean-Noël Roth-Bernasconi Maria • Salvi Pierre • Schenker Silvia Scherer Marcel • Siegrist Ulrich • Stamm Luzi • Vermot-Mangold Ruth-Gaby • Walter Hansjörg • Weyeneth Hermann Widmer Hans

.....  
.....  
.....  
.....

**Département fédéral de l'économie**  
Madame Doris Leuthard  
Conseillère fédérale  
3003 Berne

Concerne : Révision de l'ordonnance sur la protection des animaux

**Madame la Conseillère fédérale,**

Dans le cadre de la nouvelle révision de l'ordonnance sur la protection des animaux, je souhaite apporter tout mon soutien à un texte qui prend en compte les besoins et les soins auxquels chaque animal a droit.

Aujourd'hui, l'utilisation d'un animal tant à des fins de compagnie, d'élevage ou de travail, résulte d'un choix et non d'une obligation. Pour cette raison, seules des dispositions légales mettant à l'abri les animaux d'une détention ou d'une utilisation non conforme à leurs besoins sont dignes d'un pays qui respecte la vie et sait faire preuve de compassion envers toute souffrance, qu'elle soit humaine ou animale.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à la présente, je vous prie d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, mes salutations distinguées.

**Sehr geehrte Frau Bundesrätin**

Im Rahmen der Revision der Tierschutzverordnung möchte ich mich für einen Gesetzestext aussprechen, der den Bedürfnissen und der Pflege Rechnung trägt, auf die jedes Tier Anspruch hat.

In der heutigen Zeit stellt die Verwendung eines Tieres als Begleiter, Zucht- oder Arbeitstier eine Wahl und keine Verpflichtung dar. Erforderlich sind deshalb gesetzliche Verfügungen, die Tiere vor einer nicht ihren Bedürfnissen entsprechenden Haltung oder Verwendung schützen. Nur sie entsprechen der Tradition eines Landes, welches das Leben respektiert und sich jeglichem Leiden von Mensch und Tier gegenüber empfänglich zeigt.

Ich danke Ihnen für Ihr Interesse und grüsse Sie herzlich.

**Pregiata Consigliera Federale,**

Nell'ambito della nuova revisione dell'ordinanza sulla protezione degli animali, desidero apportare il mio incondizionato e totale sostegno ad un testo che prende in conto i bisogni e le cure che devono essere legittimamente riconosciuti ad ogni animale.

Oggi, l'utilizzazione di un animale, che sia a fini di compagnia, di allevamento o di lavoro, scaturisce da una scelta e non da un obbligo. Pertanto, solo quelle disposizioni legali che tutelano gli animali contro una detenzione o un'utilizzazione non conforme alle loro esigenze, sono degne di un Paese che rispetta la vita e dà prova di compassione nei confronti di ogni forma di sofferenza, sia essa umana o animale.

La ringrazio dell'interesse che mi auguro la presente susciterà e colgo l'occasione per porgere distinti saluti.

.....

*Pour une nouvelle ordonnance qui protège et respecte vraiment les animaux*



*Für eine neue Tierschutzverordnung, welche die Tiere wirklich schützt und respektiert*



*Per una nuova ordinanza che tuteli e rispetti veramente gli animali*

